

Communauté  
D'AGGLOMERATION  
**PAYS BASQUE**  
**EUSKAL**  
HIRIGUNE  
Elkargoa

**DE**  
**TOUTES**  
NOS  
**FORCES !**  
GURE INDAR GUZIEZ !

# RAPPORT DÉVELOPPEMENT DURABLE 2019

[communaute-paysbasque.fr](http://communaute-paysbasque.fr)



@communautePB

## SOMMAIRE

### Introduction

#### PREMIÈRE PARTIE : POLITIQUES PUBLIQUES ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

- Aménagement de l'espace et urbanisme, Habitat pp. [4-5](#)
- Gens du voyage, Politique de la ville pp. [6-7](#)
- Gestion intégrée du cycle de l'eau, littoral et océan pp. [8-9](#)
- Prévention, collecte et valorisation des déchets pp. [10-11](#)
- Infrastructures et mobilités pp. [12-13](#)
- Enseignement supérieur, recherche et formation pp. [14-15](#)
- Développement économique pp. [16-19](#)
- Agriculture, Agroalimentaire, Pêche pp. [20-21](#)
- Tourisme pp. [22-23](#)
- Solidarités et CIAS Pays Basque pp. [24-25](#)
- Equipements sportifs et de services à la population pp. [26-27](#)
- Partenariats et équipements culturels pp. [28-29](#)
- Politiques linguistiques pp. [30-31](#)
- Ingénierie et opérations d'aménagement pp. [32-33](#)
- Ingénierie communautaire au territoire, développement urbain et rural pp. [34-35](#)
- Europe et Transfrontalier / Politiques contractuelles et schémas régionaux pp. [36-37](#)
- Montagne Basque pp. [38-39](#)
- Transition écologique et énergétique / Agglomération citoyenne pp. [40-43](#)

#### DEUXIÈME PARTIE : FONCTIONNEMENT INTERNE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

- Ressources Humaines pp. [46-47](#)
- Patrimoine bâti et Moyens généraux pp. [48-49](#)
- Achats et Commande publique pp. [50-51](#)

#### TROISIÈME PARTIE : ZOOM SUR LES DÉMARCHES STRATÉGIQUES TRANSVERSALES

- Démarches transversales et indicateurs territoriaux de développement durable pp. [54-55](#)

[Annexe](#) : Principaux objectifs poursuivis par finalités du développement durable

## Introduction

Le 15 décembre 2018, la Communauté d'Agglomération Pays Basque précisait le cadre de son intervention en adoptant ses vingt et une politiques publiques. Ce moment fort de structuration de l'action de la Communauté devait nécessairement trouver écho dans le rapport de développement durable traitant de la première année de mise en œuvre de ces politiques, soit le présent rapport 2019.

Ce rapport, bien qu'étant le troisième produit par la Communauté d'Agglomération, est donc le premier à proposer une lecture des politiques publiques, politique par politique, et du fonctionnement interne de la collectivité à travers leur contribution aux objectifs de développement durable. Son élaboration a été le fruit d'un travail collectif et participatif avec l'ensemble des services. Sa lecture a pour objectif de susciter réflexions et débats entre élu.e.s sur l'impact des choix et des orientations de la collectivité, au moment même où sont débattues les orientations budgétaires de l'année. Ce lien étroit entre rapport développement durable et budget, déjà initié l'an passé, a été consolidé. Ainsi, les éléments budgétaires, lorsque connus à l'heure de l'élaboration du document, ont été systématiquement introduits avec le souhait de permettre une lecture concomitante du rapport développement durable et du rapport sur les orientations budgétaires.

L'option retenue cette année est de donner à voir les contributions effectives aux finalités de développement durable de chaque politique publique. Elle masque toutefois la transversalité de ces politiques et l'enjeu que représente cette transversalité. Afin de rendre compte aussi de cela, une double-page est consacrée aux démarches stratégiques transversales conduites en 2019 : Plan climat Pays Basque, Plan de Déplacements Urbains (PDU), Programme Local de l'Habitat (PLH), Charte d'aménagement et de développement durable.

Bonne lecture.

## Un rapport développement durable, pour quoi faire ?

La loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement, dite Grenelle 2, rend obligatoire la rédaction d'un rapport annuel sur la situation en matière de développement durable pour toutes les collectivités locales et intercommunalités de plus de 50 000 habitants.

Ce rapport doit faire l'objet d'une présentation aux élu.e.s préalablement au débat sur les orientations budgétaires. Il est une opportunité pour mettre au cœur des discussions les enjeux du développement durable et les moyens mobilisés/à mobiliser par la collectivité pour y répondre.

Il illustre, à travers quelques actions significatives, l'engagement de la collectivité en matière de développement durable. Synthétique, il ne prétend pas à l'exhaustivité.

## Comment lire ce rapport ?

Le rapport est structuré en trois parties :

- Une première partie consacrée aux politiques publiques ;
- Une seconde partie dédiée au fonctionnement interne de la collectivité : Ressources Humaines, Patrimoine Bâti et Moyens généraux, Achats et Commande publique.
- Une troisième partie présentant les démarches stratégiques transversales : Plan climat Pays Basque, Plan de Déplacements Urbains (PDU), Programme Local de l'Habitat (PLH), Charte d'aménagement et de développement durable.

Dans les parties 1 et 2, chaque politique publique ou fonction support est interrogée au regard de son impact sur les finalités du développement durable que sont :

1. La lutte contre le changement climatique	2. La préservation de la biodiversité, la protection des milieux et des ressources
3. La cohésion sociale et la solidarité entre territoires et entre générations	4. L'épanouissement des êtres humains
5. Des dynamiques de développement suivant des modes de production et de consommation responsables	6. La participation des habitants, acteurs locaux, agents des services de la collectivité, à la gouvernance

*En annexe sont détaillés les principaux objectifs poursuivis par finalité.*

Des réponses ont été apportées aux questions suivantes :

- Quelles orientations de la politique publique / fonction support concourent à la finalité ?
- Quelles sont les principales actions réalisées en 2019 et prévues en 2020 illustrant ces orientations ?

Lorsqu'ils existent, des indicateurs chiffrés portant sur les actions présentées ont été introduits. Parfois, ces indicateurs sont indiqués comme étant en cours de construction. Ce travail restant à entreprendre reflète l'esprit général du développement durable, à savoir une démarche s'inscrivant dans une stratégie d'amélioration continue.

Dans la partie 3, les démarches stratégiques transversales de la Communauté d'Agglomération sont présentées ainsi que les principaux indicateurs territoriaux relevant de ces démarches, en lien avec les finalités du développement durable.

## Première partie : Politiques publiques et développement durable

Politique(s) publique(s) concernée(s)

Urbanisme et aménagement de l'espace, Habitat

Commission(s) concernée(s)

Aménagement urbanisme - Foncier - Habitat - Développement numérique

En 2019, la politique publique était en cours de :	Définition	Mise en œuvre	Évaluation ou reformulation
		X	

FINALITÉS DU DEVELOPPEMENT DURABLE	IMPACT DE LA POLITIQUE PUBLIQUE SUR LES FINALITÉS	2019 : PRINCIPALES ACTIONS ET BUDGET ASSOCIÉ
	Objectifs/orientations de la politique publique qui concourent à ...	(Dépenses réalisées et/ou engagées en 2019 en € TTC)
<b>La lutte contre le changement climatique</b>	Soutenir la construction et la rénovation de logements à haute performance énergétique	Poursuite de la mise en œuvre du Programme d'Intérêt Général (P.I.G.) Pays Basque 2018-2020 : aides à la réalisation de travaux de rénovation de l'habitat, parmi lesquels des travaux de rénovation énergétique. En partenariat avec l'Anah et le Département 64 et avec le soutien technique de l'opérateur Soliha. Objectif visé : gain énergétique d'au moins 25%. <b>Fonctionnement (animation Soliha) - Réalisé 2019 : 305 622 €</b> <b>Investissement (uniquement sur le volet énergie) – Réalisé 2019 : 132 267 €</b>
<b>L'épanouissement des êtres humains</b>	Conduire des opérations d'aménagement contribuant aux objectifs d'aménagement et de développement durables	Adoption d'un règlement d'intervention relatif aux Zones d'aménagement concerté (ZAC) d'intérêt communautaire mettant en avant l'équilibre social de l'habitat et la contribution à la transition écologique et énergétique.
	Améliorer l'accès à un logement salubre, sain et durable pour tous	Élaboration du Programme Local de l'Habitat. <b>Budget réalisé en 2019 (AMO) : 196 000 €</b>  <b>En zone tendue</b> (littorale et rétro-littorale) : adoption d'un <b>règlement</b> rendant obligatoire l'autorisation préalable de la commune pour tout changement d'usage de locaux d'habitation en location de courte durée. Limitation du nombre de changements d'usage autorisé par propriétaire sur 14 communes.  <b>En centre-bourg des villages</b> : réhabilitation de <b>logements vacants</b> . En 2019, réalisation d'une étude sur les logements vacants dans la vallée des Aldudes. <b>Engagé 2019 (étude) : 60 000 €</b>
<b>La cohésion sociale et la solidarité entre territoires et entre générations</b>	Lutter contre les inégalités d'accès aux sites patrimoniaux remarquables	
<b>Des dynamiques de développement suivant des modes de production et de consommation responsables</b>	Accompagner les ménages dans la réduction des consommations énergétiques liées au logement	Signature d'une convention Civigaz avec GRDF sur le secteur Labourd et 5 communes en Soule : sensibilisation des ménages à l'adoption d'écogestes et à la sécurité dans les logements chauffés au gaz. Animation réalisée par 8 jeunes en service civique.
<b>La participation des habitants, élus locaux, acteurs locaux, agents des services de la collectivité, autres</b>	Mobiliser les services de la CAPB, les élus et acteurs du territoire dans l'élaboration et la mise en œuvre du PLH	Programme Local de l'Habitat (PLH) : organisation d'un séminaire, d'un comité partenarial et de réunions dans les pôles territoriaux.



2020 : PRINCIPALES ACTIONS PRÉVUES ET BUDGET ASSOCIÉ	INDICATEURS DE SUIVI
(Dépenses à réaliser et/ou à engager en 2020 en € TTC)	
Poursuite de la mise en œuvre du programme. <b>Fonctionnement (animation Soliha) - Prévisionnel 2020 : 350 000 €</b> <b>Investissement (uniquement sur le volet énergie) - Prévisionnel 2020 : 150 000 €</b>  Lancement d'une étude de préfiguration d'une maison de l'habitat et de l'énergie. <b>Prévisionnel 2020 : 60 000 €</b>	<b>Nombre de logements rénovés :</b> 2018 : 277 dont 162 rénovation énergétique (58%) 2019 : 441 dont 264 rénovation énergétique (52%)  <b>% de logements ayant au moins gagné une étiquette énergie :</b> 2018 : 85% 2019 : 90%
Etudes pré-opérationnelles sur des opérations d'aménagement : La Lèbe au Boucau, Trois Couronnes à Bidart, l'Encan à Ciboure, Iraty à Biarritz... <b>Prévisionnel 2020 : 180 000 €</b>	
Programme Local de l'Habitat : démarrage de la mise en œuvre sur la période 2020-2026. <b>Prévisionnel 2020 : 10 M€ (production et réhabilitation de logements)</b>  Entrée en vigueur du dispositif au 1er janvier 2020. Achat du progiciel de gestion et formation des agents à l'instruction des demandes d'autorisations. <b>Prévisionnel 2020 : 40 000 €</b>  Lancement de la réhabilitation de 12 maisons de la vallée des Aldudes et de l'ancien hôtel Bakea à Biriadou (création de logements sociaux et accueil d'un professionnel de santé en rez-de-chaussée). <b>Montant prévisionnel des travaux sur Biriadou : 655 000 €</b> <b>Vallée des Aldudes : budget à définir</b>	<b>Nombre de logements vacants rénovés dans les centre-bourgs :</b> indicateur 2020
Lancement de la construction d'un centre de valorisation du paysage et du patrimoine jacquaire et d'un espace de restauration à Ostabat accessibles à des personnes à mobilité réduite, dans le cadre du projet européen OSTAVALS. <b>Participation de la CAPB au projet : 1 750 638 €</b>	
Poursuite du soutien à l'animation auprès des ménages.	<b>Nombre de ménages sensibilisés :</b> indicateur 2020
Suivi du PLH par la Commission Aménagement et Habitat de la CAPB ; mise en place de groupes de travail thématiques avec les partenaires (bailleurs sociaux, associations).	<b>Nombre de participants aux temps de concertation du PLH en 2019 : 250</b>

Politique(s) publique(s) concernée(s)

Habitat et gens du voyage, Politique de la ville

Commission(s) concernée(s)

Aménagement urbanisme - Foncier - Habitat - Développement numérique

En 2019, la politique publique était en cours de :	Définition	Mise en œuvre	Évaluation ou reformulation
		X	

FINALITÉS DU DEVELOPPEMENT DURABLE	IMPACT DE LA POLITIQUE PUBLIQUE SUR LES FINALITÉS	2019 : PRINCIPALES ACTIONS ET BUDGET ASSOCIÉ
	Objectifs/orientations de la politique publique qui concourent à ...	(Dépenses réalisées et/ou engagées en 2019 en € TTC)
<b>La cohésion sociale et la solidarité entre territoires et entre générations</b>	Agir en faveur des habitants des quartiers prioritaires	Contribution de la Communauté d'Agglomération au financement du GIP-DSU pour la mise en œuvre du Contrat de ville (accompagnement des publics dans les domaines de l'éducation, du lien social, de la citoyenneté, de la santé, de l'égalité femmes/hommes), du Plan Local pour l'Insertion et pour l'Emploi (PLIE), de la clause d'insertion sociale dans les marchés publics. En 2019, extension du périmètre d'intervention du PLIE à l'ensemble du Pays Basque.  Réalisation d'une étude de faisabilité pour la création d'un Pôle Économie Sociale et Solidaire (ESS) sur les quartiers Politique de la Ville. <b>Réalisé 2019 : 47 000 €</b>
	Permettre l'accueil des gens du voyage dans de bonnes conditions pour tous	Location de terrains pour l'accueil de groupes de passage. <b>Réalisé 2019 : 85 000 €</b>  Réalisation d'un diagnostic social sur l'aire d'accueil Landa Tîpia de Bayonne : étude préalable à la requalification de l'aire sur la base de l'analyse des besoins des ménages résidents. <b>Engagé 2019 : 21 700 €</b>
<b>La participation des habitants, élus locaux, acteurs locaux, agents des services de la collectivité, autres</b>	Intégrer les habitants à la gestion du Contrat de Ville	Intégration, au sein du Comité de pilotage du Contrat de ville piloté par l'État et la Communauté d'Agglomération, de deux représentants des habitants des quartiers aux côtés des autres partenaires institutionnels (Ville de Bayonne, Conseil Départemental 64, CAF Bayonne, Pôle Emploi, CCI Bayonne Pays Basque, Chambre de Métiers et de l'Artisanat 64).



2020 : PRINCIPALES ACTIONS PRÉVUES ET BUDGET ASSOCIÉ	INDICATEURS DE SUIVI
(Dépenses à réaliser et/ou à engager en 2020 en € TTC)	
Poursuite du soutien apporté au GIP-DSU. <b>Participation 2019 et prévisionnel 2020 de la CAPB : 530 960 € sur un budget total de 1 600 000 €</b>	<b>Contrat de ville - nombre de bénéficiaires en 2018 : 15 200 dont 50% de moins de 15 ans</b>  <b>PLIE - nombre de personnes accompagnées en 2018 : 453 sur le seul Pôle Côte Basque Adour</b>
Sélection de la maîtrise d'œuvre et lancement des travaux de construction du Pôle ESS. <b>Prévisionnel 2020 : 90 000 €</b>	<b>Clauses d'insertion sociale - nombre de bénéficiaires en 2018 : 114</b>
Poursuite de la location de terrains. <b>Prévisionnel 2020 : 85 000 €</b>  Aménagement de l'aire de grand passage de Saint-Pée-sur-Nivelle : étude d'évaluation des travaux à réaliser (extension, travaux d'électrification, terrassements, ...) <b>Prévisionnel 2020 (AMO) : 50 000 €</b>  Élaboration d'un Schéma directeur en déclinaison du Schéma départemental d'accueil des gens du voyage : recherche des sites potentiels d'accueil, évaluation des travaux d'aménagement, identification des modalités de gestion des différents sites (aires de grand passage, aires d'accueil, terrains familiaux). <b>Prévisionnel 2020 (AMO) : 80 000 €</b>	
Poursuite de la co-animation du Comité de pilotage partenarial.	

# CHAPITRE GESTION INTÉGRÉE DU CYCLE DE L'EAU, LITTORAL ET OCÉAN

Politique(s) publique(s) concernée(s) **Gestion intégrée du cycle de l'eau ; Littoral et océan**

Commission(s) concernée(s) **Cycle de l'eau**

En 2019, la politique publique était en cours de :	Définition	Mise en œuvre	Évaluation ou reformulation
		X	

FINALITÉS DU DEVELOPPEMENT DURABLE	IMPACT DE LA POLITIQUE PUBLIQUE SUR LES FINALITÉS	2019 : PRINCIPALES ACTIONS ET BUDGET ASSOCIÉ
	Objectifs/orientations de la politique publique qui concourent à ...	(Dépenses réalisées et/ou engagées en 2019 en € TTC)
<b>La lutte contre le changement climatique</b>	Améliorer l'efficacité énergétique des équipements	Lancement des travaux d'extension et rénovation de la station d'épuration de Saint-Bernard à Bayonne avec une attention portée à l'optimisation de l'efficacité énergétique de la station. Fin des travaux prévue en mars 2021. <b>Montant total prévisionnel : 11 M€ (de 2019 à 2021)</b>
<b>La préservation de la biodiversité, la protection des milieux et des ressources</b>	Améliorer le rendement des réseaux de distribution d'eau potable	
	Prévenir et gérer les aléas naturels	<b>Bassins versants Côtiers Basques</b> (Territoire Sud Pays Basque) : restitution de l'étude d'identification des zones inondables pour une meilleure intégration des aléas inondation dans les documents d'urbanisme. <b>Montant total de l'étude : 175 000 €</b>  <b>Littoral</b> : suite aux conclusions des études conduites par la Communauté d'Agglomération, "Porter à connaissance" de l'Etat sur l'évolution du trait de côte et sur l'identification des zones d'aléas (submersion marine).
	Préserver la ressource en eau et les milieux aquatiques	<b>Déchets de rivière</b> : opération Nive Zéro Déchet. En partenariat avec le Syndicat Bil Ta Garbi, sensibilisation des habitants par une opération de collecte de déchets sur la Nive. <b>Réalisé 2019 : 23 000 €</b>  <b>Déchets en mer</b> : finalisation du projet "Life Lema" aux côtés de partenaires publics et privés du Pays Basque espagnol et français. Analyse de la problématique environnementale des déchets aquatiques, rédaction d'un guide méthodologique et élaboration d'outils intelligents pour la gestion de ces déchets par les pouvoirs publics.
<b>L'épanouissement des êtres humains</b>	Améliorer l'accès de tous à l'information sur la ressource en eau et les milieux aquatiques	Lancement de l' <b>application Kalilo</b> quadrilingue sur téléphone portable : information pour tous, en quasi temps réel, sur la <b>qualité des eaux de baignade</b> et les conditions de baignade pour chaque plage de la côte basque et le lac de Saint-Pée-sur-Nivelle. <b>Réalisé 2019 : 100 000 €</b>
<b>La cohésion sociale et la solidarité entre territoires et entre générations</b>	Garantir une égalité de traitement dans l'accès à l'eau potable sur le territoire	Lancement d'une étude sur la tarification de l'eau, afin de tendre vers une harmonisation et une égalité de traitement entre tous les usagers du Pays Basque. <b>Engagé 2019 : 60 000 €</b>
<b>La participation des habitants, élus locaux, acteurs locaux, agents des services de la collectivité, autres</b>	Partager une même culture du risque et associer les acteurs du territoire à la définition et à la mise en œuvre d'actions de prévention	Bande littorale et estuaire de l'Adour : co-élaboration d'une stratégie de prévention des inondations, en partenariat avec l'Institution Adour et en association avec les services de l'Etat, les communes, les Syndicats de rivières.  Territoire transfrontalier : participation au projet <b>H2O Gurea</b> entre partenaires du Pays Basque français et espagnol, pour une gestion coordonnée de l'eau sur les bassins versants transfrontaliers de la Bidassoa, la Nivelle et l'Urumea. <b>Participation de la CAPB de 685 692 € sur un budget total prévisionnel de 3,7 M€ (dont 65% d'intervention du Feder).</b>



2020 : PRINCIPALES ACTIONS PRÉVUES ET BUDGET ASSOCIÉ	INDICATEURS DE SUIVI
(Dépenses à réaliser et/ou à engager en 2020 en € TTC)	
Poursuite des travaux sur la station d'épuration de Saint-Bernard.	
Opération d'interconnexion et de sécurisation d'eau potable entre l'usine de production de la Nive (Anglet) et l'usine d'Helbarron à Saint-Pée-sur-Nivelle (13 km de réseau). <b>Budget en cours de définition</b>	<b>Rendement du réseau de distribution :</b> 2017 : 80 % 2018 : 82 %
Lancement d'une étude visant à reculer l'emplacement de la station d'épuration de Saint-Jean-de-Luz Archilua, située sur la falaise (zone à risque d'effondrement). <b>Budget en cours de définition</b>	
Poursuite du soutien à l'opération Nive Zéro Déchet. <b>Prévisionnel 2020 : 25 000 €</b>	<b>Nombre de participants en 2019 : 200</b> <b>Tonnes de déchets collectés en 2019 : 6 tonnes</b>
Lancement d'une étude sur la ressource en eau au Pays Basque : état des lieux quantitatif et qualitatif et plan d'actions en vue d'optimiser, mutualiser, préserver la ressource. <b>Budget en cours de définition</b>	<b>Indicateurs sur la qualité de l'eau de rivière, suivi de l'état des masses d'eau au regard de la Directive Cadre sur l'Eau : consolidation du réseau de mesures sur le périmètre Pays Basque en 2020</b>
Mesures de la qualité de l'eau : élargissement aux autres bassins versants (Bidouze, Saison) de campagnes de mesures régulières (bactériologiques, chimiques, pesticides...) déjà effectuées sur les bassins côtiers basques et bassins versants de la Nive. <b>Prévisionnel 2020 (prestation) : 160 000 € / an (60 % de financement de l'Agence de l'Eau Adour Garonne)</b>	
Organisation, sur les communes du littoral dans un premier temps, d'une <b>exposition itinérante sur les risques côtiers</b> et le rôle de la puissance publique dans l'anticipation, la prévention et la gestion de ces risques. Animations de sensibilisation auprès des scolaires. <b>Prévisionnel 2020 : 90 000 €</b>	
Mise en œuvre de la tarification de l'eau.	
<b>Bassin versant de la Nive</b> : relance du Programme d'Actions et de Prévention des Inondations (PAPI) associant les acteurs publics et privés (associations, riverains, etc.) du bassin versant. Objectif : partager une même culture du risque et co-construire un plan d'actions.	
<b>Bassins versants Côtiers Basques</b> : déclinaison de l'étude de l'aléa inondation restituée en 2019 en programme d'action, qui pourra donner lieu à un PAPI.	
Déclinaison du référentiel national de <b>vulnérabilité aux inondations</b> au territoire de la CAPB. Évaluation de la vulnérabilité et construction d'un plan d'action opérationnel en vue d'améliorer la sécurité des personnes, de réduire les dommages aux biens et d'améliorer le retour à la normale.	

# CHAPITRE PRÉVENTION, COLLECTE ET VALORISATION DES DÉCHETS

Politique(s) publique(s) concernée(s) **Prévention, Collecte et Valorisation des déchets**

Commission(s) concernée(s) **Prévention, Collecte et Valorisation des déchets**

En 2019, la politique publique était en cours de :	Définition	Mise en œuvre	Évaluation ou reformulation
	X	X	

FINALITÉS DU DEVELOPPEMENT DURABLE	IMPACT DE LA POLITIQUE PUBLIQUE SUR LES FINALITÉS	2019 : PRINCIPALES ACTIONS ET BUDGET ASSOCIÉ
	Objectifs/orientations de la politique publique qui concourent à ...	(Dépenses réalisées et/ou engagées en 2019 en € TTC)
<b>La lutte contre le changement climatique</b>	Réduire les consommations énergétiques (carburants) et les émissions de GES associées à la collecte des déchets	Renouvellement de la <b>flotte de camions</b> (programme pluriannuel 2018-2020) : 5 nouveaux camions livrés sur une flotte de 65. <b>Réalisé 2019 : 1 292 038 €</b>  Lancement d'une <b>étude d'harmonisation et d'optimisation de la collecte</b> . Parmi les axes analysés : l'organisation d'un nouveau mode de collecte, moins énergivore et moins émetteur de GES. Fin de l'étude prévue pour 2021. <b>Réalisé 2019 : 32 730 € sur un montant total de l'étude de 141 210 €</b>
<b>La préservation de la biodiversité, la protection des milieux et des ressources</b>	Intégrer les enjeux de biodiversité et de préservation des ressources (eau) dans l'aménagement et le fonctionnement des équipements	
<b>L'épanouissement des êtres humains</b>	Permettre un accès facilité et sécurisé aux équipements (déchèteries) pour les usagers et les agents au travail	Travaux de <b>sécurisation des déchèteries</b> : installation de guides berces pour une manipulation sécurisée des bennes en bord de quai. <b>Pose de guides berces : 73 581 €</b>  <b>Information à l'usager</b> : rédaction et diffusion du règlement des déchèteries, règlement de collecte, application d'une nouvelle signalétique sur les conteneurs. <b>Réalisé 2019 (signalétique) : 26 470 €</b>
<b>La cohésion sociale et la solidarité entre territoires et entre générations</b>	Développer un service harmonisé sur l'ensemble du territoire, faciliter la seconde vie des objets déposés en déchèterie	Poursuite de la mise en place de partenariats en déchèteries pour la <b>récupération</b> d'objets dignes d'une seconde vie par les associations (Emmaüs, Txirrind'Ola, Recycl'Arte, ...).  Harmonisation des <b>conditions tarifaires</b> d'accueil des professionnels en déchèterie pour un traitement égal en tout point du territoire.
<b>Des dynamiques de développement suivant des modes de production et de consommation responsables</b>	Augmenter le taux de valorisation des déchets	Actions de <b>prévention des déchets</b> , en partenariat avec le Syndicat Bil Ta Garbi. En novembre 2019, opération spécifique de récupération des textiles sur 19 sites publics et privés.
<b>La participation des habitants, élus locaux, acteurs locaux, agents des services de la collectivité, autres</b>	Accompagner le grand public, les partenaires, les élus et les agents de la collectivité dans l'évolution du système de collecte des déchets	



2020 : PRINCIPALES ACTIONS PRÉVUES ET BUDGET ASSOCIÉ	INDICATEURS DE SUIVI
(Dépenses à réaliser et/ou à engager en 2020 en € TTC)	
Poursuite du renouvellement de la flotte de camions par l'achat de 12 nouveaux camions moins consommateurs de carburant et moins émetteurs de GES. <b>Coût prévisionnel de l'achat de 12 camions : 3 279 094 €</b>	<b>Consommation de carburants, nombre de Km parcourus : indicateurs en construction</b>
Étude d'aménagement de la déchèterie d'Urt : prise en compte de l'environnement, prévention des risques associés à l'aléa inondation. <b>Prévisionnel 2020 : 24 000 €</b>	
Poursuite de la sécurisation des déchèteries : installation de dispositifs antichute, mise en place de la vidéoprotection... <b>Prévisionnel 2020 (tous dispositifs confondus) : 696 035 €</b>  Information à l'usager : application d'une nouvelle signalétique en déchèterie. <b>Prévisionnel 2020 : 147 360 €</b>  Animation d'une <b>démarche sécurité</b> auprès des agents du service : observations terrain, formation gestes et postures, animation de groupes de travail. <b>Prévisionnel 2020 : 25 000 €</b>	<b>Nombre de jours d'arrêt liés à des accidents de travail : indicateur en construction</b>
Poursuite des partenariats.	<b>Tonnages d'objets récupérés : 1472 T en 2017 (dont textiles) 1754 T en 2018 (dont textiles)</b>
Étude d'harmonisation et d'optimisation de la collecte 2019-2021. Parmi les axes analysés : l'harmonisation de la Redevance Spéciale pour tendre vers plus d'équité.	
Mise en place d'une filière plâtre : récupération du plâtre auprès des professionnels et des particuliers, recyclage pour un nouvel usage ou traitement. Expérimentation sur 10 déchèteries (une par Pôle territorial).  Mise à l'étude de <b>nouveaux projets d'équipements</b> : nouvelle déchèterie à Urrugne, nouvelle déchèterie couplée à une recyclerie à Arcangues. <b>Acquisitions foncières via l'EPFL</b>  <b>Réforme des collectes</b> sur le Pays de Bidache, le Pays de Hasparren et l'Iholdi-Oztibarre (en partie), les villes de Ciboure et Hendaye. Objectifs : diminuer les tonnages d'ordures ménagères, augmenter les tonnages mieux triés et optimiser les collectes. <b>Prévisionnel 2020 : 1 040 230 €</b>	<b>Taux de valorisation des déchets : 2016 : 69 % 2017 : 56 % 2018 : 67 %</b>  <b>Objectif valorisation LTECV : 55% en 2020</b> <b>Objectif valorisation sur le territoire : 80% en 2020</b>
Concertation et accompagnement des élus, usagers, agents, etc. dans le cadre de changements qui interviendraient suite à l'étude d'harmonisation et d'optimisation de la collecte 2019-2021. <b>Prévisionnel 2020 : 50 000 € sur un total de 120 000 €</b>	

# CHAPITRE

## INFRASTRUCTURES ET MOBILITÉS

Politique(s) publique(s) concernée(s)

**Mobilités. Délégation de la compétence "organisation de la mobilité" au Syndicat des Mobilités Pays Basque - Adour (SMPBA)**

Commission(s) concernée(s)

**Mobilités/Déplacements**

En 2019, la politique publique était en cours de :	Définition	Mise en œuvre	Évaluation ou reformulation
	X (voirie)	X (organisation de la mobilité)	

FINALITÉS DU DEVELOPPEMENT DURABLE	IMPACT DE LA POLITIQUE PUBLIQUE SUR LES FINALITÉS	2019 : PRINCIPALES ACTIONS ET BUDGET ASSOCIÉ
	Objectifs/orientations de la politique publique qui concourent à ...	(Dépenses réalisées et/ou engagées en 2019)
<b>La lutte contre le changement climatique</b>	Définir et organiser la politique de déplacement des personnes et des marchandises afin de diminuer le trafic automobile et routier et développer les mobilités alternatives (transports en commun, vélo...)	Élaboration du <b>Plan de Déplacements Urbains (PDU) 2020-2030</b> articulé avec les autres démarches de planification (Plan Climat, Programme Local de l'Habitat). <b>Réalisé 2019 : 180 000 € HT</b>  <b>Offre de transport électrique</b> : mise en service de la ligne 1 du Trambus (TB) 100% électrique. Achat et mise en circulation de 3 navettes électriques à Biarritz. <b>Réalisé 2019 : 430 000 € HT</b>  <b>Mobilité transfrontalière décarbonée</b> : poursuite des projets européens (POCTEFA) du SMPBA : E-mobask (billettique et information voyageurs) ; Smartmob (plans de mobilités entreprises transfrontalières et systèmes de transports intelligents) ; Ederbidea (véloodyssée et intermodalité).
<b>La préservation de la biodiversité, la protection des milieux et des ressources</b>	Préserver les espaces naturels et la biodiversité dans les projets d'aménagement liés aux mobilités	Aménagements liés au Trambus : remplacement des arbres malades par des sujets sains, plantation de nouveaux arbres et plantes (pour 1 arbre retiré, 5 ont été plantés). Mise en jauge en serres municipales avant transplantation.
<b>L'épanouissement des êtres humains</b>	Offrir un accès aux services de mobilité au plus grand nombre	Mise en place du réseau <b>Txik Txak</b> renforçant l'offre de services : mise en place des proxibus, réorganisation des Car Express et transports scolaires (adaptation de circuits et optimisation, proximité du service grâce au relai organisé dans les Pôles Territoriaux pour les inscriptions) ; déploiement de services vélo vélib'leu.  Opération <b>Cars Pédagogiques</b> à la rentrée 2019 : sensibilisation des enfants au port de la ceinture à travers la simulation d'un accident de car à bord d'un bus pédagogique installé sur un porte engin. Plusieurs étapes en Pays Basque. 550 élèves de 6e de 9 établissements scolaires du 12/11/2019 au 15/11/2019.  <b>Ferroviaire</b> : mise en place de services ferroviaires supplémentaires sur l'axe Bayonne – Saint-Jean-Pied-de-Port co-financé par la Région et le SMPBA.
<b>La cohésion sociale et la solidarité entre territoires et entre générations</b>	Organiser les offres de transports et de services dans les territoires en proposant de les rendre accessibles au plus grand nombre	Nouveaux services et aides à l'achat : poursuite des actions 2018 autour de l'aide à l'achat de <b>vélo à assistance électrique (VAE)</b> .  Mise en place de l'expérimentation <b>Pass Rocado</b> : abonnement préférentiel A63/A64 en Pays Basque pour les trajets domicile-travail (20 trajets minimum par mois ouvrant à une réduction de l'abonnement).
<b>Des dynamiques de développement suivant des modes de production et de consommation responsables</b>	Créer les conditions du changement de comportement vers des mobilités alternatives à l'usage de la voiture individuelle, accompagner les acteurs économiques vers de nouvelles pratiques	Accompagnement des entreprises dans la mise en place de leurs <b>Plans de mobilité</b> . En 2019 plus de 20 structures ont été accompagnées (cliniques, entreprises industrielles, enseignes de la grande distribution, mairies, ...).  Élaboration en cours des <b>plans vélo</b> de Soule et de Garazi-Baigorri : parcours, infrastructures, niveau de service, communication et signalétique.
<b>La participation des habitants, élus locaux, acteurs locaux, agents des services de la collectivité, autres</b>	Mobiliser les services et les acteurs du territoire dans l'élaboration et la mise en œuvre du PDU	<b>Élaboration du PDU</b> : démarche de concertation élargie. Animation des ateliers "Mobilité durable" lors des 2 forums Plan Climat Pays Basque en avril et juin 2019. Animation d'ateliers sur les pôles territoriaux.
	Développer la concertation dans les projets liés à la mobilité	En lien avec le Trambus et la réhabilitation du quartier Saint-Esprit : organisation à Bayonne de 6 réunions publiques, 2 avec les commerçants et 4 grand public.  Contribution à l'animation du Serious Game du Plan Climat. Organisation du Forum Mouvements en février, de la Semaine de la mobilité en septembre, conseil en mobilité : animations d'ateliers, tables-rondes, informations...



2020 : PRINCIPALES ACTIONS PRÉVUES ET BUDGET ASSOCIÉ	INDICATEURS DE SUIVI
(Dépenses à réaliser et/ou à engager en 2020)	
<b>PDU</b> : démarrage de la mise en œuvre autour des axes de Transition(s), cohésion et entraînement.  <b>Poursuite du développement de l'offre de transports électriques</b> : aménagements de la ligne 2 du Trambus ; achat de 8 bus électriques pour le réseau Chronoplus. <b>Prévisionnel 2020 : 5,1 M€ HT</b>  Poursuite des projets européens et de la mise en œuvre d'actions concrètes (plans de mobilités, plans de réseau, animation, déploiement de l'information voyageurs et installation de la billettique par exemple...)	<b>Parts modales 2015 sur le périmètre Pays Basque et Sud Landes</b> : Voiture (dont covoiturage) : 76,6% Marche à pied : 15% Transports collectifs : 4% Vélo : 1,3% Autres (dont 2 roues motorisés) : 3%
Poursuite des dynamiques 2019.	<b>Plantations 2019</b> : 2 500 arbres et arbustes 25 000 plantes
Poursuite des dynamiques 2019. Expérimentation du proxibus sur Cambo-les-Bains. Préparation des consultations pour le renouvellement des contrats de transports collectifs avec des exigences sur l'adoption de pratiques responsables (consommation en eau...) par les délégataires.  Lancement d'une étude sur les mobilités alternatives et à la demande pour la mise en œuvre de solutions complémentaires de transport aux offres régulières. <b>Prévisionnel 2020 : 55 000 € HT</b>  Lancement d'une étude sur l'opportunité de créer une Plateforme de <b>covoiturage</b> Pays Basque et Sud Landes.	<b>Fréquentation des Transports collectifs</b> : <b>Chronoplus</b> : + 15% en octobre 2019/2018 <b>Hegobus</b> : + 10% en octobre 2019 / 2018 <b>Car express</b> : + 41% par rapport à octobre 2018 (ligne 3 Bayonne - Hendaye) <b>Proxibus</b> : Mauléon : + 7% en septembre 2019 / 2018 ; St Palais : + 1% en septembre 2019 / 2018 <b>Transports scolaires</b> : plus de 8000 inscrits <b>Vélib'leu</b> : 3 350 locations de Septembre à Novembre 2019, soit 52 locations/jour <b>Pass Rocado</b> : 1152 abonnements commercialisés depuis le 1er octobre
Poursuite des dynamiques 2019. Etude de l'évolution de l'expérimentation Pass Rocado : réflexion sur l'intégration des Transports collectifs et du covoiturage.	<b>Achat de VAE</b> : 400 aides attribuées pour 60 000 € versés au 31/08/2019 (+7% par rapport à 2018). 51 communes concernées. <b>Location VAE (Pôles territoriaux + communes)</b> : 14 points de retrait, 200 vélos à disposition, 116 vélos en location.
Poursuite des dynamiques 2019. Déploiement de la mallette "Plan de Mobilité" pour les entreprises : mise à disposition d'outils de diagnostic, suivi et évaluation, fiches pratiques pour animer des ateliers de concertation, etc.  Modernisation du dépôt (Bayonne) : rénovation du bâtiment (économies d'énergies recherchées) et renfort des installations numériques pour une amélioration des services dématérialisés.	<b>Nombre de Plans de mobilité accompagnés par le SMPBA</b> : 22
Poursuite de l'animation et de la concertation dans le cadre du PDU avec lancement de l'enquête publique.	<b>Nombre de participants en 2019</b> : 143 personnes sur 13 ateliers
Poursuite de la médiation Trambus (ligne 2). Poursuite du travail spécifique avec les offices de tourisme pour informer les touristes des offres de transport.  Poursuite de l'animation du Plan de déplacements notamment. Poursuite de l'organisation d'événements d'information et de sensibilisation.	<b>Nombre de participants aux réunions publiques 2019</b> : 700 personnes (50 commerçants par réunion et 150 personnes en réunions grand public)

# CHAPITRE ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, RECHERCHE ET FORMATION

Politique(s) publique(s) concernée(s) **Enseignement supérieur, recherche et formation**

Commission(s) concernée(s) **Développement économique - Ports, Pêche et Croissance bleue - Enseignement supérieur - Formation professionnelle - Recherche**

En 2019, la politique publique était en cours de :	Définition	Mise en œuvre	Évaluation ou reformulation
		X	

FINALITÉS DU DEVELOPPEMENT DURABLE	IMPACT DE LA POLITIQUE PUBLIQUE SUR LES FINALITÉS	2019 : PRINCIPALES ACTIONS ET BUDGET ASSOCIÉ
	Objectifs/orientations de la politique publique qui concourent à ...	(Dépenses réalisées et/ou engagées en 2019 en € TTC)
<b>La lutte contre le changement climatique</b>	Soutenir les efforts de la recherche en matière de transition énergétique	Soutien à la chaire de recherche universitaire sur la construction durable "architecture et physique urbaine" (rattachée à l'UPPA et localisée à Anglet) pour développer de nouveaux moyens de mesure et de calcul pour repenser l'architecture des villes dans une optique environnementale. <b>Accompagnement de la chaire sur 5 ans (3 doctorants) : 270 000 €</b>
<b>La préservation de la biodiversité, la protection des milieux et des ressources</b>	Soutenir la recherche en lien avec les enjeux environnementaux du territoire	Soutien apporté à la Chaire de recherche universitaire HPC WAVE (rattachée au laboratoire de recherche SIAME de l'UPPA à Anglet) créée en 2019. Objectif de la chaire : développer des outils de modélisation numérique de vagues d'une très grande précision, avec pour objectif la maîtrise des risques côtiers et le développement de systèmes d'énergies marines renouvelables. <b>Accompagnement de la chaire sur 5 ans (2 post doctorants, 1 doctorant et 25% du salaire du chairiste) : 268 500 €</b>  Soutien à la Chaire de recherche universitaire MANTA (Université de Pau et des Pays de l'Adour, Anglet) créée fin 2018. Objectif : développer des matériaux durables bioinspirés ayant un impact très faible sur le milieu marin et sur la santé humaine. Travaux conduits en partenariat étroit avec les acteurs de la pêche (CIDPMEM 64-40) en réponse à leurs attentes en matière de développement d'une pêche durable et d'optimisation de la valorisation des ressources exploitées. <b>Accompagnement de la chaire sur 4 ans (1 post doctorant et 35% du salaire de la chairiste) : 155 000 €</b>
<b>La cohésion sociale et la solidarité entre territoires et entre générations</b>	Soutenir l'insertion des jeunes dans le monde de la recherche	Réflexion engagée sur le soutien à des chaires juniors.
<b>Des dynamiques de développement suivant des modes de production et de consommation responsables</b>	Soutenir les laboratoires développant des projets innovants et responsables	Appels à projet recherche : soutien aux laboratoires du Pays Basque pour le développement de nouveaux produits/process, avec priorité donnée aux domaines liés au développement durable tels que la construction et l'aménagement durable, l'environnement et l'océan. En 2019, les projets retenus ont été : valorisation de la coquille d'huîtres dans les bétons à faible impact environnemental (Laboratoire LFCR), étude du comportement des parois en briques de terre crues à haute température (SIAME), soutien à une thèse sur la mesure et le contrôle de l'énergie dans les bâtiments (LIUPPA). <b>Réalisé 2019 : 30 000 €</b>
<b>La participation des habitants, élus locaux, acteurs locaux, agents des services de la collectivité, autres</b>	Mettre en place des nouvelles modalités de gouvernance partagée sur la stratégie d'enseignement supérieur-recherche en associant la collectivité, les entreprises du territoire et ses partenaires	Organisation d'ateliers thématiques suite à la Conférence Universitaire Enseignement Supérieur Recherche initiée par la CAPB en 2018 et ayant réuni l'ensemble des acteurs universitaires du territoire. Thématiques abordées : ingénierie et numérique, Institut des Etudes internationales, européennes et transfrontalières, formation supérieure et formation, création d'un Campus Pays Basque, vie étudiante.



2020 : PRINCIPALES ACTIONS PRÉVUES ET BUDGET ASSOCIÉ	INDICATEURS DE SUIVI
(Dépenses à réaliser et/ou à engager en 2020 en € TTC)	
Poursuite du soutien à la chaire sur la construction durable et nouveau soutien apporté à la chaire de recherche DESDM (distributed energy system data management) sur les énergies renouvelables, chaire localisée à Anglet et portée par l'UPPA dans le cadre du projet E2S.	
Poursuite du soutien apporté à la Chaire HPC WAVE.  Poursuite du soutien apporté à la Chaire MANTA.	
Mise en place d'un soutien aux actions développées par de jeunes étudiants/chercheurs dans le cadre des chaires junior Architecture et physique urbaine et Manta zyme : organisation de conférences, travaux de recherche au service d'une activité à créer ou développer... <b>Prévisionnel 2020 : en cours de définition</b>	
Poursuite du dispositif. <b>Prévisionnel 2020 : 30 000 €</b>	
Poursuite du travail engagé.	

# CHAPITRE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE (Partie 1)

Politique(s) publique(s) concernée(s) : **Développement économique**

Commission(s) concernée(s) : **Développement économique - Ports, Pêche et Croissance bleue - Enseignement supérieur - Formation professionnelle - Recherche**

En 2019, la politique publique était en cours de :	Définition	Mise en œuvre	Évaluation ou reformulation
	X	X	

FINALITÉS DU DÉVELOPPEMENT DURABLE	IMPACT DE LA POLITIQUE PUBLIQUE SUR LES FINALITÉS	2019 : PRINCIPALES ACTIONS ET BUDGET ASSOCIÉ
	Objectifs/orientations de la politique publique qui concourent à ...	(Dépenses réalisées et/ou engagées en 2019 en € TTC)
<b>La lutte contre le changement climatique</b>	Favoriser et accompagner le processus de transition énergétique dans les entreprises	Dans le cadre du <b>programme Territoire d'Industrie</b> , élaboration d'un programme d'actions pour faire du <b>Pays Basque un territoire exemplaire</b> par ses usines durables et son vivier d'entreprises industrielles responsables. Objectifs : anticiper les transitions et garantir un projet responsable (préserver les biens communs : environnement, eau, foncier), favoriser et accompagner le processus de transition énergétique, développer les approches d'écologie industrielle et d'économie circulaire, engager un processus de management environnemental des zones d'activités économiques.
	Accompagner l'émergence et le développement de filières vertes	<b>Animation de la filière construction durable</b> , sur le site Arkinova à Anglet : accueil et accompagnement de créateurs d'entreprises. Organisation et accueil de conférences parmi lesquelles : la gestion des déchets dans le BTP, les constructions en bois et leur impact sur l'environnement, l'optimisation énergétique des bâtiments, les bio-matériaux. Organisation de la 2e édition des rencontres <R>evolution sur la construction et l'aménagement durable. <b>Réalisé 2019 (toutes animations confondues) : 30 000 € environ</b>  <b>Développement des énergies marines renouvelables</b> : lancement d'un partenariat d'innovation entre la Région Nouvelle-Aquitaine, la CAPB et l'ADERA pour l'étude du potentiel énergétique de la houle et l'identification d'une zone propice à l'implantation d'une ferme houlomotrice sur l'estuaire de l'Adour. Durée de l'étude : 3 ans. <b>Participation de la CAPB à hauteur de 314 265 € sur un montant total de 1 257 059 €</b>
<b>La préservation de la biodiversité, la protection des milieux et des ressources</b>	Placer la préservation et la protection des écosystèmes marins au cœur du développement de l'économie bleue basque	Création du <b>Pôle d'Excellence sur le Biomimétisme Marin</b> à Biarritz : écosystème mêlant recherche, formation et création d'entreprises autour du biomimétisme, pour le développement de solutions inspirées du vivant et répondant aux grands enjeux environnementaux (biodiversité, économie d'énergie, matériaux, eau...). <b>Réalisé 2019 (études préalables) : 200 000 €</b>
<b>L'épanouissement des êtres humains</b>	Soutenir le développement d'une économie productive créatrice d'emploi local et de savoir-faire de qualité	<b>Appui aux investissements immobiliers des entreprises de production du territoire</b> : déploiement du dispositif d'aides à l'immobilier pour la construction/extension de bâtiments. En 2019, ont été soutenus les projets des entreprises : Menuiserie AHADO (Arnegui), Charpente HOURQUEBIE (Beyrie sur Joyeuse), Charpente CASABONNE (Etcharry). <b>Montant 2019 des aides attribuées : 83 000 €</b>  <b>Soutien à l'artisanat de production</b> : accompagnement de la filière de l'espadrille à travers un label (Marque Mauléon). Réalisation d'un audit d'entreprise par CERTIPAQ pour vérifier le respect du cahier des charges de la marque Mauléon. <b>Réalisé 2019 : 5 000 €</b>
	Contribuer à revitaliser l'économie locale en permettant aux actifs de vivre et travailler sur un même territoire	<b>Soutien à la création de tiers-lieux</b> (espaces de travail partagé) sur l'ensemble du territoire : accompagnement du projet Barkoxe Bizi à Barcus, des projets d'espace de coworking à Bardos et à Banca....



2020 : PRINCIPALES ACTIONS PRÉVUES ET BUDGET ASSOCIÉ	INDICATEURS DE SUIVI
(Dépenses à réaliser et/ou à engager en 2020 en € TTC)	
Mise en œuvre des premières actions du programme Territoire d'Industrie : lancement du projet FATALOOP (mise en œuvre d'une boucle d'autoconsommation basée sur la récupération de l'énergie fatale d'un process industriel, à l'échelle d'une zone d'activité). <b>Participation de la CAPB de 215 000 € sur un budget total de 1,65 M€</b>	<b>Énergie récupérée : indicateur à construire</b>
Poursuite des animations. Organisation des 3e rencontres <R>evolution sur les invisibles dans le bâtiment. Organisation des OFF du Développement Durable en collaboration avec le Cluster Odeys (Cluster construction et aménagement durables de la Nouvelle-Aquitaine). <b>Prévisionnel 2020 : 30 000 €</b>  Poursuite de l'étude sur le potentiel énergétique de la houle.	<b>Nombre d'entreprises de la filière construction durable accueillies au sein de la pépinière Arkinova : 13</b> <b>Nombre de participants aux rencontres &lt;R&gt;evolution 2019 : 150</b>
Lancement de la construction du bâtiment (régénératif et biomimétique). Parmi les structures accueillies, deux laboratoires travaillant sur la préservation des océans et une meilleure connaissance du milieu marin : l'IPREM Océan et le Centre Européen d'Excellence du Biomimétisme (CEEBIOS) de Senlis. <b>Budget prévisionnel de la construction du Pôle : 700 000 €</b>	
Poursuite du dispositif. <b>Prévisionnel 2020 : 400 000 € (CP 2020)</b>  Poursuite de l'accompagnement offert à la filière espadrille au bénéfice d'autres filières d'artisanat de production (à définir en 2020 avec une priorité à la transformation bois & métal et cuir/textile). <b>Prévisionnel 2020 : 60 000 €</b>	
Poursuite du soutien à la création de tiers-lieux.	

# CHAPITRE

## DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE (Partie 2)

Politique(s) publique(s) concernée(s)

Développement économique

Commission(s) concernée(s)

Développement économique - Ports, Pêche et Croissance bleue - Enseignement supérieur - Formation professionnelle - Recherche

En 2019, la politique publique était en cours de :	Définition	Mise en œuvre	Évaluation ou reformulation
	X	X	

FINALITÉS DU DEVELOPPEMENT DURABLE	IMPACT DE LA POLITIQUE PUBLIQUE SUR LES FINALITÉS	2019 : PRINCIPALES ACTIONS ET BUDGET ASSOCIÉ
	Objectifs/orientations de la politique publique qui concourent à ...	(Dépenses réalisées et/ou engagées en 2019 en € TTC)
<b>La cohésion sociale et la solidarité entre territoires et entre générations</b>	Participer au maintien et dynamisme de l'emploi local en tout point du territoire Pays Basque	<p><b>Déploiement du dispositif OCM</b> (Opération Collective de Modernisation) en Soule et Pays de Bidache afin de garantir le maintien et/ou le développement des activités artisanales et commerciales de proximité en milieu rural : diagnostics des besoins des entreprises et aides à l'investissement. <b>Réalisé 2019 : 100 000 €</b></p> <p>Programme Territoire d'Industrie : mise en place d'un partenariat avec l'UIMM et Pôle Emploi pour mettre en œuvre des <b>actions en réponse à la problématique du recrutement en milieu industriel</b>. Animation d'un Observatoire de la prospective industrielle territoriale. Mise en place de plusieurs comités territoriaux locaux réunissant industriels, structures d'accompagnement à l'emploi et responsables de formation, pour la définition d'un plan d'actions de GPEC (Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences) territorial. Participation à l'évènement "Journée sur la Reconversion professionnelle" en partenariat avec la Chambre des métiers et de l'artisanat, l'État, le Département et la Région. <b>Participation de la CAPB de 2 100 € sur un budget total de 11 300 €</b></p>
<b>Des dynamiques de développement suivant des modes de production et de consommation responsables</b>	Développer les approches d'écologie industrielle (EIT) et d'économie circulaire	<p>Ouverture de <b>Créaluz</b> à Saint-Jean-de-Luz, pépinière-atelier dédiée aux projets de la filière glisse-nautisme, sports et aux projets d'éco-innovation : atelier de prototypage (Fablab), espace de coworking... avec un accompagnement spécifique des porteurs de projets dans l'éco-conception de leurs produits. <b>Coût de l'équipement : 4,6 M€</b></p>
	Sensibiliser les entreprises à des modes de production plus responsables et durables	<p>Intégration de <b>critères de sélection liés au développement durable dans l'appel à projet innovation de la CAPB</b> : le caractère durable du projet et son impact positif sur le développement local à travers l'emploi local, des partenaires locaux, des fournisseurs locaux ... En 2019, 3 projets retenus développent des solutions éco-responsables (Pyrénées Froid à Ispoure, Hopaal à Biarritz, Kompaï robotics à Bidart). <b>Montant 2019 des subventions attribuées : 100 000 €</b></p>
<b>La participation des habitants, élus locaux, acteurs locaux, agents des services de la collectivité, autres</b>	Mettre en place des nouvelles modalités de gouvernance partagée sur la stratégie de développement économique, en associant la collectivité, les entreprises du territoire et ses partenaires	<p><b>Labellisation du Pays Basque « Territoire d'Industrie »</b> en mars 2019 dans le cadre d'un dispositif national ayant pour objectif la redynamisation de l'industrie. 70 industriels du territoire mobilisés pour définir collectivement un plan d'actions en réponse à leurs enjeux. Mise en place d'un Comité de pilotage composé de dix industriels. Animation de 9 ateliers thématiques avec les industriels et les partenaires locaux. Présentation de la démarche puis du projet travaillé en plénière.</p> <p>Élaboration de la <b>Feuille de route Océan</b>: co-construction avec les acteurs du territoire (partenaires universitaires et scientifiques, clusters et fédérations de professionnels, partenaires institutionnels, associations...). Organisation d'ateliers et recueil de contributions en ligne.</p>



2020 : PRINCIPALES ACTIONS PRÉVUES ET BUDGET ASSOCIÉ	INDICATEURS DE SUIVI
(Dépenses à réaliser et/ou à engager en 2020 en € TTC)	
<p>Extension du dispositif OCM aux autres Pôles Territoriaux, exception faite des villes côtières. <b>Prévisionnel 2020 : 200 000 €</b></p> <p>Déploiement de l'ensemble de l'action dans le cadre du partenariat entre la CAPB, Pôle Emploi et l'UIMM. <b>Participation de la CAPB de 60 000 € sur un budget total de 350 000 €</b></p>	<p>Nombre d'entreprises soutenues en 2019 : 10</p>
<p>Mise en place de l'animation du lieu autour de l'écoconception. Détermination des conditions d'entrée à la pépinière et à l'atelier autour d'une double exigence : s'inscrire dans une démarche socio ou éco-innovante et intégrer le développement durable dans son activité. <b>Prévisionnel 2020 (animations) : 40 000 €</b></p> <p>Programme Territoire d'Industrie : Mise en œuvre d'une action sur l'<b>écoconception et la seconde vie des produits</b>. État des lieux sur le territoire, base de données de fournisseurs de produits de substitution, organisation de journées de l'écoconception, accompagnement individuel. <b>Participation de la CAPB de 100 000 € sur un budget total de 285 000 €</b></p> <p>Organisation et animation d'un <b>challenge "Zéro Gaspillage"</b> afin de stimuler et accompagner les entreprises qui portent des projets significatifs de réduction des déchets. Élaboration d'une <b>cartographie des déchets industriels</b> à l'échelle du territoire visant à développer l'économie circulaire en Pays Basque et d'un recensement de solutions écoresponsables. <b>Participation de la CAPB de 100 000 € sur un budget total de 215 000 €</b></p>	<p>Nombre de projets accompagnés (pépins, projets de prototypages,...) intégrant l'éco-conception ou le développement durable : indicateur en construction</p> <p>Nombre d'entreprises participantes au challenge Zéro Gaspillage, nombre de participants à la journée de l'écoconception, nombre d'entreprises engagées dans une démarche d'écoconception, nombre d'entreprises engagées dans une démarche EIT : indicateurs 2020</p>
<p>Poursuite de l'appel à projets innovation intégrant des critères liés au développement durable. <b>Prévisionnel 2020 des subventions à attribuer : 200 000 €</b></p>	<p>Nombre de projets candidats ayant intégré les critères de durabilité de l'appel à projets : indicateur en construction</p>
<p>Suivi et pilotage de Territoire d'Industrie : comité projet alliant les industriels, la CAPB, la Région Nouvelle-Aquitaine, l'État et ses opérateurs (Pôle Emploi, BPI France, Banque des Territoires, Business France), l'UIMM, l'école d'ingénieurs ESTIA, Compositadour, la CCI Bayonne Pays Basque. Mise en place de divers programmes d'accompagnement thématique des industriels, d'une plateforme numérique permettant l'échange d'informations à destination des industriels mais également du grand public. Constitution de l'association des industriels du Pays Basque : la CAPB participera à sa gouvernance et apportera un support à son animation. <b>Participation de la CAPB de 164 000 € sur un budget total de 238 000 €</b></p> <p>Mise en œuvre d'ateliers participatifs avec ateliers de travail en groupe sur le contenu de la Feuille de Route. Mise à disposition d'une plateforme numérique collaborative Trello pour assembler les contributions et remarques des acteurs.</p>	<p>Nombre d'entreprises participant à la démarche : 70 Nombre d'ateliers 2019 : 9 Nombre de Comités projet 2019 : 7 Nombre de plénières 2019 : 2 Nombre de rencontres et visites d'industriels locaux, nombre d'entreprises adhérentes à l'association des industriels : indicateurs 2020</p> <p>Nombre de structures participantes à la démarche Océan en 2019 : 50</p>

**CHAPITRE AGRICULTURE, AGROALIMENTAIRE, PÊCHE**

Politique(s) publique(s) concernée(s) : **Agriculture, Agroalimentaire, Pêche**

Commission(s) concernée(s) : **Agriculture / Montagne**

En 2019, la politique publique était en cours de :	Définition	Mise en œuvre	Évaluation ou reformulation
		X	

FINALITÉS DU DEVELOPPEMENT DURABLE	IMPACT DE LA POLITIQUE PUBLIQUE SUR LES FINALITÉS	2019 : PRINCIPALES ACTIONS ET BUDGET ASSOCIÉ	
	Objectifs/orientations de la politique publique qui concourent à ...	(Dépenses réalisées et/ou engagées en 2019 en € TTC)	
<b>La lutte contre le changement climatique</b>	Encourager une agriculture responsable à moindre impact environnemental	<p>Accompagnement de la filière lait à valoriser en direct, sans OGM, dans une démarche collective et d'entraide entre éleveurs (soutien à la réalisation d'une étude). <b>Subvention octroyée : 14 056 €</b></p> <p>Soutien au développement d'un nouveau mode de pisciculture économe en eau, permettant de valoriser les déchets et mise en place d'une microcentrale hydraulique (autoconsommation envisagée à 100%). <b>Subvention octroyée : 15 724 €</b></p>	
<b>La préservation de la biodiversité, la protection des milieux et des ressources</b>	Encourager une agriculture responsable en favorisant la biodiversité, la diversification et la réappropriation du patrimoine local	<p>Accompagnement au développement ou au maintien de races ou cultures locales via un soutien aux filières : abeille noire, châtaigniers, porc kintoa en bio, manex tête noire... <b>Réalisé 2019 (Total des soutiens apportés) : 148 700 €</b></p> <p>Accompagnement et soutien à la réintroduction d'<b>espèces anciennes</b> ou de <b>nouvelles espèces</b> telles que le lupin, des blés anciens, maïs, petit épeautre, en bio, théiers, truffes... <b>Réalisé 2019 (Total des soutiens apportés) : 49 701 €</b></p>	
<b>L'épanouissement des êtres humains</b>	Encourager l'amélioration des conditions de travail et du revenu des agriculteurs et éleveurs	<p><b>Soutien au pastoralisme</b> : expérimentations sur Baigorri et Esterencuby pour la mise en place de troupeaux connectés permettant un meilleur suivi des bétails, une amélioration des conditions de travail des éleveurs, une diminution de leurs transports et ainsi de leurs consommations de carburant. <b>Réalisé 2019 (Total des soutiens apportés) : 2 108 €</b></p>	
<b>La cohésion sociale et la solidarité entre territoires et entre générations</b>	Encourager le maintien d'activités agricoles sur tout le territoire	<p>Lancement d'une étude sur les enjeux liés au <b>maintien des petites fermes</b> en Pays Basque : mise en perspective des impacts sociaux, économiques, environnementaux, en matière d'aménagement du territoire. Identification des besoins spécifiques de ces fermes pour une adaptation de l'accompagnement de la collectivité à ces besoins. Étude menée en partenariat avec l'INRA de Montpellier. <b>Participation de la CAPB de 6 366 € sur un total de 15 915 €</b></p> <p>Mise en œuvre d'une <b>pépinière et couveuse agricole</b> et d'espaces tests agricoles pour inciter la reprise ou la création d'activités agricoles par les nouvelles générations. En partenariat avec l'association Trebatu. <b>Réalisé 2019 : 32 000 €</b></p>	
<b>Des dynamiques de développement suivant des modes de production et de consommation responsables</b>	Encourager la transformation des activités agricoles par l'adoption de pratiques plus responsables	<p>Accompagnement à la <b>conversion en bio</b>, directement et via le soutien à des opérateurs (BLE, filière Porc Kintoa, Syndicat des Vins d'Irouléguy...). <b>Réalisé 2019 : 95 300 €</b></p> <p>Accompagnement d'expérimentations en <b>agriculture biologique et biodynamie</b> (vigne, élevage, maraîchage...). <b>Engagé 2019 : 19 000 €</b></p> <p>Accompagnement aux démarches d'<b>économie circulaire</b> : valorisation de co-produits de l'élevage ovin (laine). Plusieurs expérimentations en cours : valorisation de la laine en gel, pour le compostage. <b>Subvention octroyée : 42 845 €</b></p> <p>Structuration de l'offre alimentaire en <b>circuit court</b> via la mise en place de projets de commercialisation collective. Accompagnement financier de la création d'une épicerie bio et paysanne par l'APFPB (Saint-Jean-Pied-de-Port - EZTIKA). <b>Réalisé 2019 : 12 000 €</b></p> <p>Appels à projet "nouvelles filières", "fermes expérimentales" et "nouveaux produits" : introduction de <b>critères développement durable</b> dans les règlements d'intervention parmi lesquels la prise en compte des enjeux environnementaux au travers de productions adaptées au territoire, en adéquation avec les changements climatiques et encourageant des modes de production préservant l'eau, la biodiversité et la qualité des sols, le développement des énergies renouvelables...</p>	



2020 : PRINCIPALES ACTIONS PRÉVUES ET BUDGET ASSOCIÉ	INDICATEURS DE SUIVI
(Dépenses à réaliser et/ou à engager en 2020 en € TTC)	
Suivi de la réalisation de l'étude.	<b>Nombre d'entreprises participantes : 71 exploitations adhérentes à l'association</b>
Suivi de la réalisation des investissements.	
Poursuite de l'accompagnement selon l'état d'avancement de la structuration du projet ou de la filière.	<b>Nombre d'exploitations concernées : 250 environ</b>
Poursuite de l'accompagnement selon l'état d'avancement de la structuration du projet ou de la filière.	<b>Nombre d'exploitations concernées : 9</b>
Suivi de la réalisation des expérimentations.	
Poursuite de l'étude.	
Poursuite du dispositif. Gestion d'un lieu de test pour un jeune couple, en élevage et transformation en fromage, à Etchebar. <b>Prévisionnel 2020 : 32 000 €</b>	
Poursuite du dispositif. <b>Prévisionnel 2020 : 95 300 €</b>	<b>51 conversions et 8 installations en bio en 2018</b>
Suivi de la réalisation des expérimentations.	
Suivi de la réalisation des expérimentations.	
Poursuite du soutien au projet de l'APFPB. <b>Prévisionnel 2020 : 12 000 €</b>	<b>Nombre de structures soutenues en 2019 dans le cadre des 3 appels à projets : 19 exploitations et sociétés</b>

# CHAPITRE

# TOURISME

Politique(s) publique(s) concernée(s)

Tourisme

Commission(s) concernée(s)

Tourisme

En 2019, la politique publique était en cours de :	Définition	Mise en œuvre	Évaluation ou reformulation
	X	X	

FINALITÉS DU DEVELOPPEMENT DURABLE	IMPACT DE LA POLITIQUE PUBLIQUE SUR LES FINALITÉS	2019 : PRINCIPALES ACTIONS ET BUDGET ASSOCIÉ
	Objectifs/orientations de la politique publique qui concourent à ...	(Dépenses réalisées et/ou engagées en 2019 en € TTC)
<b>La préservation de la biodiversité, la protection des milieux et des ressources</b>	Favoriser la prise en compte des enjeux de préservation de la biodiversité et des milieux dans les propositions d'activités touristiques	<b>Validation du Plan Local de Randonnées Pays Basque</b> dans sa Version 1 (95 itinéraires). Travail de consolidation des circuits Pays Basque mené en collaboration étroite avec les communes. <b>Réalisé 2018 et 2019 : AMO</b>
	Sensibiliser au respect de la nature et des activités humaines sur les sites de montagne (multi-usages)	<b>Programme d'animations estivales sur le massif du Baigura</b> pour sensibiliser au pastoralisme et aux bonnes pratiques en montagne : balades avec un berger les vendredis matin, journée "Baigura Montagne vivante" du 6 juillet 2016 en partenariat avec le CPIE Pays Basque et les Associations Foncières Pastorales (balade naturaliste et patrimoniale, repas fermier, animations sur le pastoralisme, contes). <b>Réalisé 2019 : 700 €</b>
<b>L'épanouissement des êtres humains</b>	Rendre l'activité de randonnée accessible et attractive	<b>Adoption du schéma stratégique randonnées Pays Basque 2017-2022</b> : 23 fiches actions ayant pour but de permettre aux habitants comme aux personnes de passage la pratique de la randonnée (pédestre, VTT, équestre) sur l'ensemble du territoire. Ce schéma servira de socle au Plan Local de randonnées. <b>Réalisé 2019 (création, édition et impression du document) : 11 636 €</b>
<b>La cohésion sociale et la solidarité entre territoires et entre générations</b>	Développer l'accès aux activités de pleine nature pour les personnes en situation de handicap	
<b>Des dynamiques de développement suivant des modes de production et de consommation responsables</b>	Inciter et accompagner les professionnels du tourisme à développer des pratiques plus responsables	<b>Déploiement du règlement d'aide à l'immobilier d'entreprises (2018-2019-2020) - Volet Tourisme.</b> Objectif : développer le positionnement écotouristique du territoire par un soutien apporté aux hébergements écologiques et innovants (utilisation de matériaux de constructions écologiques, mise en place d'équipements EnR, optimisation de la gestion durable de l'entreprise - énergie, eau, déchets, maintenance, choix intégrés des produits, recours aux fournisseurs locaux, sensibilisation de la clientèle à l'environnement). <b>Réalisé 2019 : participation de la CAPB dans 2 projets à hauteur de 22 288 €</b>
<b>La participation des habitants, élus locaux, acteurs locaux, agents des services de la collectivité, autres</b>	Associer élus, partenaires, professionnels du tourisme, associations, habitants à la réflexion sur le tourisme en Pays Basque	<b>Élaboration du Schéma Tourisme 2020-2026</b> : organisation de conférences prospectives associant élus, socio-professionnels du tourisme et représentants de la société civile organisée lors de deux journées de travail dont l'une (4 décembre) consacrée au Tourisme durable (mobilité, écotourisme). <b>Réalisé 2019 : 10 000 €</b>
		<b>Démarche participative pour l'aménagement du col de Lizarrieta à Sare</b> et la création d'une offre écotouristique : rééquilibrage des flux touristiques (dans la saisonnalité comme dans le lien montagne-littoral), mise en place d'une nouvelle offre de tourisme durable et innovante accessible au public le plus large (principalement à la population située à proximité), préservation du site. Démarche concertée avec la population, les professionnels, les associations environnementales, de part et d'autre de la frontière. <b>Réalisé 2019 (études, préparation des marchés, création de l'offre touristique) : 43 000 €</b>



2020 : PRINCIPALES ACTIONS PRÉVUES ET BUDGET ASSOCIÉ	INDICATEURS DE SUIVI
(Dépenses à réaliser et/ou à engager en 2020 en € TTC)	
<b>Création de nouveaux itinéraires</b> mettant en avant le patrimoine naturel ou historique en concertation avec les acteurs. <b>Prévisionnel 2020 : 50 000 €</b> <b>Création des outils de communication</b> (numérique et papier) et promotion des bonnes pratiques en randonnée et en montagne. <b>Prévisionnel 2020 : 100 000 €</b>	Nombre de nouveaux itinéraires créés mettant en avant le patrimoine naturel : indicateur 2020
Poursuite du programme d'animations sur le massif du Baigura. <b>Prévisionnel 2020 : 700 €</b>	Nombre de participants à la journée "Baigura Montagne vivante" en 2019 : 250
Déploiement du schéma stratégique à partir de 2020. Actions à initier en 2020 : création d'un réseau de sentiers adaptés / handi (en partenariat avec Fédérations, Département, AADT), coordination et qualification des événements sportifs de pleine nature.	
<b>Création d'un réseau de sentiers handisport et/ou sport adapté</b> : adaptation d'une dizaine d'itinéraires existants ou à venir pour l'accueil de pratiquants en situation de handicap, en partenariat avec le Département 64 et les Fédérations sportives de sport adapté ou handisport. <b>Prévisionnel 2020 : 10 000 €</b>	Nombre d'itinéraires adaptés : indicateur 2020
Renforcement du dispositif. <b>Prévisionnel 2020 : 125 000 €</b>	Nombre d'hébergements écologiques soutenus en 2019 : 2
<b>Coordination et qualification des événements sportifs de pleine nature</b> : qualification des événements par la définition d'une charte "événements éco-responsables", soutien aux événements à retombées économiques en hors saison et/ou autour de la mise en valeur des nouvelles pratiques, accompagnement des événements d'attractivité de la Destination Randonnées Pays Basque. <b>Prévisionnel 2020 : 2 000 €</b>	Nombre d'événements sportifs de pleine nature qualifiés : indicateur 2020
Poursuite de la démarche de concertation en vue de l'élaboration du schéma : organisation d'ateliers prospectifs. <b>Prévisionnel 2020 : 8 100 €</b>	Nombre de participants : 70
<b>Col de Lizarrieta</b> : aménagement des sentiers de randonnées et réalisation d'une application numérique favorisant la connaissance historique et patrimoniale du site.  Offre touristique et création de la panneautique co-construites avec les acteurs locaux du territoire et les associations impliquées au col. <b>Prévisionnel 2020 : 484 000 € (CP)</b>	

Politique(s) publique(s) concernée(s)

Cohésion sociale

Commission(s) concernée(s)

Services à la population

En 2019, la politique publique était en cours de :	Définition	Mise en œuvre	Évaluation ou reformulation
		X	

FINALITÉS DU DEVELOPPEMENT DURABLE	IMPACT DE LA POLITIQUE PUBLIQUE SUR LES FINALITÉS	2019 : PRINCIPALES ACTIONS ET BUDGET ASSOCIÉ
	Objectifs/orientations de la politique publique qui concourent à ...	(Dépenses réalisées et/ou engagées en 2019 en € TTC)
<b>L'épanouissement des êtres humains</b>	Favoriser la coordination entre professionnels de la petite enfance afin de proposer aux parents le meilleur accueil pour l'enfant	Mise en place de coordinateurs.trices sur l'ensemble du Pays Basque, chargé.e.s d'animer les structures d'accueil de la petite enfance présentes sur les territoires (interconnaissances, échanges de bonnes pratiques, montée en compétences...).
	Garantir l'accès pour tous aux traitements médicaux et à l'information en matière de santé	Lancement d'un projet de <b>santé environnementale dans les crèches</b> communautaires, en partenariat avec l'Agence Régionale de Santé : accompagnement, sur 2019-2020, de 6 crèches par un professionnel (crèches d'Arcangues, Cambo, Mouguerre, Urcuit, Bidache et Alos). Diagnostic sur les produits d'entretien, d'hygiène, le mobilier, la vaisselle, les jouets..
	Améliorer les conditions des agents du Centre Intercommunal d'Action Sociale (CIAS) aux fins de conforter la politique d'action sociale de la CAPB	Élaboration d'une proposition d' <b>harmonisation sociale</b> , en concertation avec les organisations syndicales, portant sur 3 volets : déprécarisation (titularisation des agents, transformation d'heures complémentaires en heures fixes), RIFSEEP (en portant l'accent sur les 2 catégories d'agents les plus représentées, et les métiers en tension : aides à domicile, auxiliaires de vie), action sociale (contribution de l'employeur à la couverture prévoyance et mutuelle, adhésion au COS Pays Basque...).
<b>La cohésion sociale et la solidarité entre territoires et entre générations</b>	Déployer le service d'aide à domicile du CIAS Pays Basque sur des bases communes	<b>Harmonisation du service d'aide à domicile</b> sur les 3 antennes de Soule, Pays de Bidache et Garazi Baigorri. Mise en commun des différents règlements (Document unique de prise en charge, règlements proposés aux bénéficiaires et aux agents).
	Lutter contre la précarité alimentaire	Réalisation d'un nouveau bâtiment sur l'ancien des fonderies de Mousserolles pour l'accueil de la <b>Banque Alimentaire</b> du Pays Basque. <b>Coût total de l'opération : 2 590 000 €</b>
	Se montrer solidaire envers les migrants	Gestion d'un site d'accueil transitoire pour les migrants à Bayonne, le <b>centre d'accueil Pausa</b> : accueil de toutes les personnes en situation de migration pour une durée de séjour de 3 jours, adaptée selon le projet et les possibilités de la personne migrante. Durant son séjour, la personne migrante est hébergée, nourrie, et elle peut accéder à des soins. <b>Réalisé 2019 : 700 000 €</b>
<b>Des dynamiques de développement suivant des modes de production et de consommation responsables</b>	Développer des pratiques éco-responsables	
<b>La participation des habitants, élus locaux, acteurs locaux, agents des services de la collectivité, autres</b>	Engager un dialogue social pour le chantier Harmonisation sociale du CIAS	Mise en place d'un groupe de travail paritaire afin de construire un accord sur le contenu de l'harmonisation sociale, pour une déprécarisation de la situation des agents et une revalorisation des rémunérations et avantages sociaux.
	Animer la gouvernance du CIAS	Mise en place de groupes de travail avec participation d'administrateurs volontaires du CIAS. Thématiques abordées : RH, réglementation, observatoire des précarités, portage de repas.



2020 : PRINCIPALES ACTIONS PRÉVUES ET BUDGET ASSOCIÉ	INDICATEURS DE SUIVI
(Dépenses à réaliser et/ou à engager en 2020 en € TTC)	
Poursuite de l'animation sur les territoires.	
Poursuite du projet : travail collectif pour l'élaboration d'un plan d'actions par crèche accompagnée. Diffusion des bonnes pratiques aux autres professionnels de la petite enfance du territoire.	
Élaboration d'un <b>Contrat Local de santé Pays Basque</b> , en partenariat avec l'Agence Régionale de Santé (ARS).	
Poursuite du maillage du territoire en professionnels de santé : lancement des études de conception de la <b>Maison de Santé</b> pluridisciplinaire de Saint-Palais.	
Mise en œuvre de l'harmonisation en 2020.	Nombre d'agents potentiels à titulariser : 126
Intégration par le CIAS des services prestataires et mandataires de l'Association Soins à Domicile de Soule.	Progression du service d'aide à domicile entre 2018 et 2019 en heures réalisées : 12,5%
Installation de la Banque Alimentaire dans ses nouveaux locaux.	Nombre de repas annuels servis sur 2019 par la Banque Alimentaire : 1 900 000
Étude de faisabilité d'une épicerie sociale itinérante en milieu rural permettant de pallier les difficultés de mobilité de certains bénéficiaires.	
Poursuite de la gestion du centre d'accueil Pausa sur le premier semestre, dans l'attente de l'arrivée du nouvel exécutif de la CAPB.	Nombre de migrants accueillis en 2019 : 11 000
Service de portage de repas : réflexion prévue en 2020, dans le cadre du renouvellement des marchés fournisseurs, sur l'approvisionnement en produits locaux et de qualité.	
Poursuite du dialogue social sur les temps et cycles de travail, sur la formation.	
Poursuite de l'animation.	

# CHAPITRE ÉQUIPEMENTS SPORTIFS ET DE SERVICES À LA POPULATION

Politique(s) publique(s) concernée(s) **Équipements sportifs et culturels et de services à la population**

Commission(s) concernée(s) **Services à la population**

En 2019, la politique publique était en cours de :	Définition	Mise en œuvre	Évaluation ou reformulation
		X	

FINALITÉS DU DEVELOPPEMENT DURABLE	IMPACT DE LA POLITIQUE PUBLIQUE SUR LES FINALITÉS	2019 : PRINCIPALES ACTIONS ET BUDGET ASSOCIÉ
	Objectifs/orientations de la politique publique qui concourent à ...	(Dépenses réalisées et/ou engagées en 2019 en € TTC)
<b>La lutte contre le changement climatique</b>	Maîtriser les consommations énergétiques des équipements, développer et inciter à l'utilisation des énergies renouvelables	Audit énergétique des 8 piscines communautaires d'Ustaritz, Mauléon, Saint-Palais et Saint-Jean-Pied-de-Port. <b>Réalisé 2019 : 6 000 €</b>  Après le raccordement de la piscine de Saint-Jean-Pied-de-Port en 2017, raccordement, en 2019, de la piscine de Mauléon au réseau de chaleur bois. <b>Réalisé 2019 : 8 500 €</b>
<b>La préservation de la biodiversité, la protection des milieux et des ressources</b>	Maîtriser les consommations en eau des équipements	
<b>L'épanouissement des êtres humains</b>	Garantir à tous un accès à des équipements sportifs de qualité dans un environnement sain	
	Garantir aux agents de la collectivité l'usage de produits non nocifs pour leur santé	Harmonisation de l'usage d'hypochlorite de calcium pour le traitement de l'eau des 8 piscines communautaires, produit moins nocif dans sa manipulation que le chlore liquide.
<b>La cohésion sociale et la solidarité entre territoires et entre générations</b>	Contribuer à rendre les équipements accessibles aux personnes en situation de handicap	Obtention du label Tourisme et Handicap (accueil de personnes en situation de handicap auditif, mental, moteur ou visuel) pour les piscines de Saint-Jean-Pied-de-Port et Mauléon).
	Proposer une offre d'accès aux équipements sportifs harmonisée sur le territoire	Harmonisation des tarifs d'accès aux équipements : deux grilles tarifaires, en fonction du type d'équipement, dorénavant en vigueur sur les 8 piscines communautaires.
<b>Des dynamiques de développement suivant des modes de production et de consommation responsables</b>	Développer des pratiques responsables dans l'utilisation des équipements	Réalisation d'un diagnostic déchets sur les 8 piscines communautaires.  Mise en place du paiement en Eusko sur la piscine d'Ustaritz.
<b>La participation des habitants, élus locaux, acteurs locaux, agents des services de la collectivité, autres</b>	Associer les usagers à la réflexion sur le maillage du territoire en équipements sportifs	



2020 : PRINCIPALES ACTIONS PRÉVUES ET BUDGET ASSOCIÉ	INDICATEURS DE SUIVI
(Dépenses à réaliser et/ou à engager en 2020 en € TTC)	
Déploiement en 2020 du logiciel "Buildsense" pour la réduction des consommations d'énergie des piscines. <b>Prévisionnel 2020 : 15 000 €</b>	<b>Consommations d'énergie :</b> indicateur 2020
Préservation de la ressource en eau : sur les piscines d'Ustaritz, Mauléon, Saint-Palais et Saint-Jean-Pied-de-Port, déploiement du logiciel "Buildsense" pour une meilleure maîtrise des consommations de l'eau des piscines grâce à une détection quasi en temps réel des fuites.	<b>Consommation d'eau :</b> indicateur 2020
Élaboration du Plan Piscine de la collectivité : diagnostic des équipements, recueil et analyse des besoins de la population à travers les différents usages (scolaires, clubs, sport santé), définition de plusieurs scénarii d'orientation visant à répondre aux besoins pré-identifiés. <b>Prévisionnel 2020 (prestation externe) : 50 000€</b>  Qualité de l'air : reprise du système de traitement de l'air de la piscine couverte d'Ustaritz pour une amélioration de la qualité de l'air intérieur. <b>Prévisionnel 2020 : 125 000 €</b>	
Sollicitation du label Tourisme et Handicap pour la piscine de St Palais.	<b>Nombre d'équipements bénéficiant du label Tourisme et Handicap en 2019 :</b> 2
Mise en place/renforcement du tri sélectif des déchets.	<b>Volume d'euskos encaissés par la piscine :</b> indicateur 2020
Plan Piscines : définition des modalités de concertation des usagers et mise en œuvre de cette concertation. Réalisation d'enquêtes auprès des familles afin de mieux identifier les besoins et les attentes.	<b>Nombre de participants aux différents dispositifs de concertation mis en place :</b> indicateur 2020

Politique(s) publique(s) concernée(s)

Partenariats culturels

Commission(s) concernée(s)

Commission Culture

En 2019, la politique publique était en cours de :	Définition	Mise en œuvre	Évaluation ou reformulation
		X	

FINALITÉS DU DEVELOPPEMENT DURABLE	IMPACT DE LA POLITIQUE PUBLIQUE SUR LES FINALITÉS	2019 : PRINCIPALES ACTIONS ET BUDGET ASSOCIÉ
	Objectifs/orientations de la politique publique qui concourent à ...	(Dépenses réalisées et/ou engagées en 2019 en € TTC)
<b>La lutte contre le changement climatique</b>	Maîtriser les consommations énergétiques des équipements culturels	Suivi des consommations, achat/renouvellement de matériel (projecteurs, consoles, autres) moins énergivores. <b>Réalisé 2019 : 20 000 €</b>
<b>L'épanouissement des êtres humains</b>	Soutenir le développement d'un enseignement artistique de qualité	Poursuite du <b>soutien aux établissements d'enseignement artistique</b> du territoire : Conservatoire Maurice Ravel (passage en régie communautaire au 1er janvier 2019), École de Musique Amikuze, six écoles associatives du territoire. <b>Réalisé 2019 : 561 000 €</b>
	Développer des actions d'éducation artistique et de médiation culturelle	<b>Programme d'actions culturelles</b> en direction des écoles (enseignants et élèves), en lien avec les spectacles du programme <b>Kultura Bidean</b> : formation des enseignants, mallettes pédagogiques, conférences philo en classe, correspondance avec un artiste, projets d'éducation artistique et culturelle... <b>Réalisé 2019 : 900 000 €</b>
	Soutenir la création artistique	Poursuite de l'accueil de compagnies en résidence par la <b>Fabrique des Arts de la Rue Hameka</b> . Projets d'éducation artistique et culturelle dans divers établissements scolaires ou établissements d'accueil et de soins spécialisés. Rencontres entre artistes et habitants du territoire autour de la création des projets portés par les artistes : Cie Galindo à Saint Pierre d'Irube, Le Petit Théâtre de Pain à Saint Jean de Luz, Cie Elirale à Gabat, ... <b>Réalisé 2019 : 400 000 €</b>
<b>La cohésion sociale et la solidarité entre territoires et entre générations</b>	Favoriser l'accès à la culture en tout point du territoire	Déploiement, pour la 2e année consécutive, du programme d'action culturelle en matière de spectacle vivant <b>Kultura Bidean</b> à destination de l'enfance, de la jeunesse et de l'adolescence. Programmation sur tout le Pays Basque, au plus près des habitants et dans tous types de salles (salles culturelles, salles communales et polyvalentes).
	Prioriser les publics « jeunes », « empêchés ou éloignés » de l'action culturelle	Poursuite de la politique tarifaire destinée à favoriser l'accès de tous aux spectacles : maintien des tarifs préférentiels pour les demandeurs d'emploi, les jeunes (12-18 ans), les étudiants, les bénéficiaires du RSA.
<b>Des dynamiques de développement suivant des modes de production et de consommation responsables</b>	Déployer et soutenir l'organisation d'actions et d'événements culturels écoresponsables	Mise en place du paiement en Eusko dans les régies Hameka et Art-Enfance-Jeunesse afin de permettre la vente de billets dans la monnaie locale du Pays Basque.
<b>La participation des habitants, élus locaux, acteurs locaux, agents des services de la collectivité, autres</b>	Mobiliser les acteurs autour du projet culturel de la CAPB	



2020 : PRINCIPALES ACTIONS PRÉVUES ET BUDGET ASSOCIÉ	INDICATEURS DE SUIVI
(Dépenses à réaliser et/ou à engager en 2020 en € TTC)	
Élaboration du <b>schéma des équipements culturels</b> de la CAPB afin d'optimiser l'aménagement culturel du territoire. Effets attendus à terme : une meilleure répartition de l'action culturelle entraînant une baisse des déplacements long trajet du public, une hausse des trajets courts, donc des économies de ressources non renouvelables.	
Continuité de l'action. <b>Prévisionnel 2020 : 691 000 €</b>	
Poursuite en 2020 et accentuation de la mutualisation des actions avec la Fabrique Hameka. <b>Prévisionnel 2020 : 600 000 €</b>	
Poursuite en 2020 et accentuation de la mutualisation des actions avec Kultura Bidean. <b>Prévisionnel 2020 : 400 000 €</b>	<b>Nombre de projets d'éducation artistique et culturelle sur la saison 2018-2019 : 24</b>
Continuité de l'action.	
Continuité de l'action.	
Continuité de l'action.	<b>Volume d'euskos encaissés par les régies culture : indicateur à construire</b>
Organisation des <b>Ateliers de la Culture</b> : temps fort de rencontres avec les opérateurs culturels, les élus et les partenaires institutionnels afin d'échanger sur les compétences et le projet culturel actuel de la CAPB et débattre sur les enjeux des prochaines années.	

**CHAPITRE**

**POLITIQUES LINGUISTIQUES**

Politique(s) publique(s) concernée(s)

**Politique linguistique en faveur de la langue basque, Politique linguistique et culturelle en faveur de l'occitan gascon**

Commission(s) concernée(s)

**Politiques linguistiques et partenariats culturels**

En 2019, la politique publique était en cours de :	Définition	Mise en œuvre	Évaluation ou reformulation
	X (pour l'occitan gascon)	X (pour le basque)	

FINALITÉS DU DEVELOPPEMENT DURABLE	IMPACT DE LA POLITIQUE PUBLIQUE SUR LES FINALITÉS	2019 : PRINCIPALES ACTIONS ET BUDGET ASSOCIÉ
	Objectifs/orientations de la politique publique qui concourent à ...	(Dépenses réalisées et/ou engagées en 2019 en € TTC)
<b>L'épanouissement des êtres humains</b>	Accompagner la structuration de services publics et aux publics en langue basque et occitane gasconne	<p><b>Crèches</b> : accompagnement à la mise en place d'une offre d'accueil bilingue et en langue basque en vue d'une labellisation dans le cadre du dispositif LEHA (Lehen hautzaroaren euskarazko harrera). Mise en œuvre d'actions de sensibilisation à la langue et à la culture occitane gasconne. <b>Réalisé / engagé 2019 : 52 000 €</b></p> <p><b>Centres de loisir</b> : création de modèles linguistiques en basque (accueil et animations bilingues ou en langue basque), création d'un dispositif de labellisation. Mise en œuvre d'actions de sensibilisation à la langue et à la culture occitane gasconne. <b>Réalisé / engagé 2019 : 15 000 €</b></p> <p><b>Communes</b> : accompagnement dans le cadre des contrats de progrès pour la structuration de services bilingues. Création d'une aide à l'amorçage et au développement d'un service "langue basque", appui à la traduction et à l'intégration du plurilinguisme dans les noms de voies et la signalétique communale. <b>Réalisé / engagé 2019 : 102 790 €</b></p> <p><b>Communauté d'Agglomération</b> : réouverture du plan de formation à la langue basque pour les agents ; appui en ingénierie des services pour l'intégration du plurilinguisme dans leurs politiques publiques. A titre d'exemple sur 2019 : les proxibus de Mauléon-Chéraute, Amikuze, Cambo-Itxassou, le Plan local de randonnées, la signalétique des bâtiments communautaires, le guide des bonnes pratiques du plurilinguisme, etc. <b>Réalisé / engagé 2019 : 125 290 €</b></p>
<b>La cohésion sociale et la solidarité entre territoires et entre générations</b>	Renforcer le lien social et intergénérationnel autour de la pratique et de la transmission des langues basque et occitane gasconne	<p><b>Associations</b> : lancement de l'appel à projets « De cap tau monde ! » afin de soutenir les initiatives de transmission et de diffusion de la langue occitane gasconne.</p> <p>Organisation de <b>Euskararen urtaroa</b>, la quinzaine de la langue basque : programmation tout-public en langue basque, coconstruite entre la Communauté Pays Basque, les communes et les associations locales.</p> <p>Organisation en mars de <b>Kalakaño</b>, le mois de la petite enfance en langue basque, pour la première fois sur tout le Pays Basque. Événement à destination des professionnels de la petite enfance, des familles, et des jeunes enfants : conférences, ateliers, spectacles...</p> <p>Diffusion auprès des jeunes parents d'un Pack de sensibilisation à la transmission de la langue basque.</p>
<b>Des dynamiques de développement suivant des modes de production et de consommation responsables</b>	Sensibiliser les opérateurs associatifs aux problématiques de développement durable	Insertion de critères relatifs au développement durable (autour de la mise en place d'écogestes notamment) et à l'égalité entre les femmes et les hommes dans le règlement de l'appel à projet " De cap tau monde ! " en faveur du gascon occitan.
<b>La participation des habitants, élus locaux, acteurs locaux, agents des services de la collectivité, autres</b>	Associer les acteurs locaux à l'élaboration et à la mise en œuvre de la politique linguistique en faveur de la langue basque	Travail initié en 2019 pour la création d'un dispositif de concertation avec les opérateurs privés autour de la politique linguistique en langue basque, avec l'appui du Conseil de développement du Pays Basque.



2020 : PRINCIPALES ACTIONS PRÉVUES ET BUDGET ASSOCIÉ	INDICATEURS DE SUIVI
(Dépenses à réaliser et/ou à engager en 2020 en € TTC)	
Information à de nouvelles crèches pour adhésion ; création et animation d'un groupe de coordination des crèches labellisées pour un partage des savoir-faire en matière d'accueil en langue basque. Poursuite des actions de sensibilisation à la langue et à la culture occitane gasconne. <b>Prévisionnel 2020 : 56 000€</b>	<b>Nombre de crèches : 24</b>
Lancement du dispositif de labellisation langue basque et accompagnement des centres de loisirs volontaires. Poursuite des actions de sensibilisation à la langue et à la culture occitane gasconne. <b>Prévisionnel 2020 : 27 000 €</b>	<b>Nombre de centres de loisirs : 4</b>
Information à de nouvelles communes pour adhésion. Création d'une manifestation autour de l'usage de la langue basque dans les mairies à destination des élus et des agents communaux. <b>Prévisionnel 2020 : 210 444 €</b>	<b>Services communaux Langue Basque accompagnés : 12 ; Contrats de progrès signés : 12 ; Appui à la traduction : 46 communes accompagnées ; Adressage : 46 communes accompagnées</b>
Suivi du plan de formation et mise en place d'un suivi individualisé des agents en formation. Développement de l'appui en ingénierie aux services communautaires. <b>Prévisionnel 2020 : 130 000 €</b>	<b>Nombre d'agents en formation langue basque en 2019 : 44</b>
Instruction de l'appel à projet 2020 et lancement de l'appel à projet 2021.	<b>Nombre de projets soutenus : indicateur 2020</b>
Renforcement de la collaboration avec les associations locales et les communes pour développer l'utilisation de la langue basque dans le cadre de l'évènement transfrontalier Euskaraldia (organisé tous les deux ans en alternance avec Euskararen urtaroa).	<b>Nombre d'évènements organisés en 2019 : 90</b> <b>Nombre de participants : 2900</b>
Poursuite de l'organisation de Kalakaño.	<b>Nombre d'évènements organisés en 2019 : 40</b> <b>Nombre de participants : 870</b>
En 2020, élargissement de la diffusion du Pack sur tout le Pays Basque.	<b>Nombre de packs diffusés en 2019 : 1300</b>
Poursuite de la prise en compte du développement durable dans l'appel à projet.	
Travail à poursuivre en 2020.	

Politique(s) publique(s) concernée(s)

Soutien aux Politiques d'Aménagement, de Développement Économique et d'Enseignement supérieur, recherche et formation

Commission(s) concernée(s)

Non concerné à ce jour

En 2019, le programme de soutien aux politiques publiques était en cours de :	Définition	Mise en œuvre	Évaluation ou reformulation
		X	

FINALITÉS DU DEVELOPPEMENT DURABLE	IMPACT DE LA POLITIQUE PUBLIQUE SUR LES FINALITÉS	2019 : PRINCIPALES ACTIONS ET BUDGET ASSOCIÉ
	Objectifs/orientations de la politique publique qui concourent à ...	(Dépenses réalisées et/ou engagées en 2019 en € TTC)
<b>La lutte contre le changement climatique</b>	Concevoir des projets d'urbanisme visant la sobriété et l'efficacité énergétique des constructions	Construction du bâtiment ISALAB dédié à l'école d'ingénieur en Bâtiment et Travaux Publics ISABTP : augmentation de l'objectif de performance énergétique (-20% des consommations maximales permises par la réglementation thermique 2012 en vigueur) suite à la relance de la consultation.
<b>La préservation de la biodiversité, la protection des milieux et des ressources</b>	Identifier et préserver les zones naturelles et humides, espaces tampons et de rétention et corridors écologiques dans toutes les opérations d'aménagement	Aménagement de la zone d'activités de Larceveau : préservation des chênes remarquables présents sur la zone, aménagement possible d'un espace détente à l'ombre des chênes. <b>Étude urbaine d'aménagement de la zone : 50 000 €</b> <b>Définition du périmètre précis d'une zone humide sur la zone Larramendia à Aicirits : 15 000 €</b>
<b>L'épanouissement des êtres humains</b>	Accompagner les opérations permettant d'améliorer l'accès aux services essentiels (logement, santé...)	Lancement et suivi de la réalisation du Pôle Santé de Bayonne/Saint-Esprit qui accueillera une vingtaine de professionnels en réponse au problème de désertification médicale qui touche ce quartier bayonnais.
<b>La cohésion sociale et la solidarité entre territoires et entre générations</b>	Accompagner le renforcement de la mixité sociale dans les projets d'aménagement	
	Apporter à toutes les communes du territoire un accompagnement de qualité au plus près de leurs besoins	Mise en place d'un outil cartographique à destination des agents de la Communauté d'Agglomération afin d'améliorer le partage d'informations sur les projets accompagnés ainsi que la qualité de l'accompagnement.
<b>Des dynamiques de développement suivant des modes de production et de consommation responsables</b>	Développer des pratiques de conception, réalisation et gestion intégrée des zones d'activité économique (limitation de la consommation de foncier, consommation eau et énergie, gestion des déchets, plans de déplacement entreprises, mutualisation de services...)	Sur la zone d'activité Melville Lynch à Anglet : réalisation d'un village d'artisans constitué de 21 ateliers individuels juxtaposés permettant de limiter l'emprise au sol et la consommation de foncier de plus de 50% par rapport à des lots individuels.  Mise en place de la démarche Chantier Propre® au sein de certaines opérations de construction.
<b>La participation des habitants, élus locaux, acteurs locaux, agents des services de la collectivité, autres</b>	Développer la concertation avec les parties prenantes du projet (communes, habitants, entreprises) dès les phases de conception	Aménagement des zones d'activité de Jalday (Saint-Jean-de-Luz) et des Joncaux (Hendaye) : organisation d'une réunion de concertation avec les entreprises afin d'échanger autour des propositions de réaménagement de ces zones.



2020 : PRINCIPALES ACTIONS PRÉVUES ET BUDGET ASSOCIÉ	INDICATEURS DE SUIVI
(Dépenses à réaliser et/ou à engager en 2020 en € TTC)	
Systematiser la prescription en introduisant des exigences de performance énergétique supérieures sur les opérations futures.	Nombre d'opérations intégrant un niveau de performance énergétique supérieur, niveau de performance atteint : indicateurs en construction
Aménagement de la zone d'activité d'Ayherre : maintien du linéaire boisé en limite de zone et mise en place d'une marge de recul suffisante pour préserver le champ racinaire des arbres. <b>Budget à définir</b>	Nombre d'opérations intégrant la préservation d'espaces remarquables : indicateur en construction
Étude et lancement d'opérations communautaires pour la requalification de centres-villes ou de quartiers de ville (L'Encan à Ciboure, La Lèbe au Boucau, etc.).	
Lancement de la réalisation de l'opération Biremont à Boucau : construction de 110 logements 100% sociaux.	
Consolidation du fonctionnement de l'appui aux communes et poursuite de l'accompagnement.	Nombre de projets communaux accompagnés par la CAPB : 2017 : 26 2018 : 26 2019 : 31
Poursuite de la démarche "Villages d'artisans" : étude de projets de villages notamment sur les zones de Duboscoa à Villefranque, Berroueta à Urrugne.  Amélioration du suivi des exigences en matière de chantier propre : une exigence systématique dans le Dossier de Consultation des Entreprises sera une piste de progrès à mettre en place.	Estimation du nombre de m2 développés au sein des villages artisans : indicateur en construction  Nombre d'opérations ayant intégré la démarche Chantier Propre® : indicateur en construction
Poursuite de la concertation avec les entreprises sur les projets d'aménagement des zones d'activité.	Nombre de projets ayant intégré la concertation dans leur réalisation : indicateur à construire

Politique(s) publique(s) concernée(s)

Ingénierie communautaire au territoire, développement urbain et rural

Commission(s) concernée(s)

Commissions territoriales / Conseil de territoire

En 2019, la politique publique était en cours de :	Définition	Mise en œuvre	Évaluation ou reformulation
	X	X	

FINALITÉS DU DEVELOPPEMENT DURABLE	IMPACT DE LA POLITIQUE PUBLIQUE SUR LES FINALITÉS	2019 : PRINCIPALES ACTIONS ET BUDGET ASSOCIÉ
	Objectifs/orientations de la politique publique qui concourent à ...	(Dépenses réalisées et/ou engagées en 2019 en € TTC)
<b>La préservation de la biodiversité, la protection des milieux et des ressources</b>	Mettre en valeur et faire connaître la diversité du patrimoine des territoires	Ouverture de 6 jardins thématiques pour favoriser la biodiversité sur le pays de Bidache. À Bardos : un jardin champêtre ; à Bergouey Villenave : un jardin des simples (plantes médicinales) ; à Bidache : un jardin médiéval ; à Came : un jardin du curé ; à Guiche : un jardin des vergers et vignes d'antan ; à Sames : un jardin aquatique.
<b>L'épanouissement des êtres humains</b>	Apporter un service de proximité et de qualité aux usagers	Poursuite de la <b>démarche 100% usagers</b> : organisation de séminaires élus et agents afin de définir les missions de proximité à remplir par les Maisons de la Communauté (ex-sièges des anciennes intercommunalités du Pays Basque).
	Garantir aux élus et aux agents des conditions d'accueil et de travail optimales sur l'ensemble du territoire	<b>Équipement des 10 Maisons de la Communauté</b> en systèmes de visio-conférence pour l'organisation de réunions à distance. Mise en place d'espaces de travail partagés afin de permettre l'accueil, sur les Pôles territoriaux, des agents/élus de la Communauté en déplacement.
<b>La cohésion sociale et la solidarité entre territoires et entre générations</b>	Répondre aux besoins d'accompagnement des projets locaux	Mise en place, en septembre, du dispositif de gestion des <b>fonds de concours</b> accessibilité, adressage et projets structurants, pour soutenir les communes dans leurs politiques de développement local. <b>Total des fonds de concours : 10 000 000 € sur 2019-2020-2021</b>
	Assurer la cohérence des politiques publiques sur le territoire en s'appuyant notamment sur la relation entre la Communauté et ses communes membres	Désignation, au sein de chaque commission territoriale, d'« <b>ambassadeurs du territoire</b> » chargés d'assurer une meilleure articulation entre le territoire et la Communauté sur l'élaboration et la mise en œuvre des grandes démarches stratégiques (Plan Climat, Programme Local de l'Habitat, Plan de Déplacements Urbains, réforme de la collecte...).  Attribution, aux Commissions territoriales, de la possibilité d'élaborer un <b>avis</b> en amont des grandes décisions communautaires pouvant prendre la forme d'un « porter à connaissance » qui sera intégré en annexe des délibérations présentées en Conseil Communautaire.
<b>Des dynamiques de développement suivant des modes de production et de consommation responsables</b>	Faire des Maisons de la Communauté des lieux écoresponsables	Animation, de novembre 2019 à avril 2020, d'un Défi à énergie positive - Declics entre les Maisons de la communauté de Nive-Adour et du Pays de Bidache. Objectifs : réduire les consommations d'énergie et d'eau via l'adoption d'écogestes simples.
<b>La participation des habitants, élus locaux, acteurs locaux, agents des services de la collectivité, autres</b>	Mobiliser les élus de proximité dans la définition et la mise en œuvre des politiques publiques	Animation des instances locales (commissions territoriales) et formulation d'avis et de propositions sur les politiques publiques.
	Donner plus de place au citoyen dans la vie des instances locales	



2020 : PRINCIPALES ACTIONS PRÉVUES ET BUDGET ASSOCIÉ	INDICATEURS DE SUIVI
(Dépenses à réaliser et/ou à engager en 2020 en € TTC)	
Entretien des jardins, en partenariat avec les communes. Communication auprès des habitants et des touristes. <b>Prévisionnel 2020 : 30 000 €</b>  Étude pour la création d'un parcours de valorisation paysagère et du patrimoine bâti sur la commune de Guiche (Pôle Territorial du Pays de Bidache).	
Définition et mise en œuvre d'un <b>Plan Accueil</b> pour les 10 Maisons de la Communauté. 3 missions identifiées : accueillir tous les publics ; favoriser la vie associative locale (informations, aide au montage de dossiers, formations, soutien des bénévoles dans leurs démarches, mise à disposition de salles...) ; offrir des services de proximité aux usagers en lien avec les Directions métiers de la CAPB.	
Accompagnement de l' <b>usage de la visio-conférence</b> (formations internes et sensibilisations sur les bonnes pratiques pour réduire les mobilités), poursuite de l'aménagement des sites pour l'accueil des agents en déplacement ou en polo-travail (travail sur un Pôle autre que son Pôle de rattachement).	
Poursuite de la gestion et de l'accompagnement des élus à l'utilisation des fonds de concours.  Création d'un <b>réseau des acteurs de l'ingénierie de la CAPB</b> pour un renforcement de l'ingénierie aux communes. Dès janvier 2020, prototypage de 4 solutions d'accompagnement aux communes s'appuyant sur les compétences de ce réseau, puis déploiement des solutions testées dès juin 2020.	<b>Nombre de communes ayant bénéficié de fonds de concours en 2019 : 17</b> <b>Montant total 2019 des fonds de concours attribués aux communes : 231 580 €</b>
Poursuite des dispositifs mis en place pour une meilleure articulation entre Commissions territoriales et Communauté d'Agglomération.	
Généralisation du Défi Declics aux autres Maisons de la Communauté.  Amélioration des pratiques de tri et de consommation de papier des Maisons de la communauté en lien avec Bil Ta Garbi et la Direction du Patrimoine Bâti et des Moyens Généraux.	<b>Gain en consommation d'énergie et d'eau dans les Maisons de la Communauté : indicateur 2020</b> <b>Kg de papier non consommé économisé : indicateur à construire</b>
Renforcement des instances locales : dans la perspective de l'adoption d'un nouveau Pacte de gouvernance, nomination d'un Conseiller délégué dédié exclusivement à l'animation de la Commission territoriale.	<b>Nombre de commissions territoriales en 2019 : entre 10 et 14 par Pôle territorial. 70% de participation en moyenne.</b>
Ouverture d'un chantier sur la participation citoyenne : possibilité offerte aux Commissions territoriales de mettre en place un conseil citoyen territorial afin de l'accompagner dans les réflexions et la conduite des projets locaux.	<b>Nombre de conseils citoyens territoriaux créés : indicateur 2020</b>

# CHAPITRE

## EUROPE ET TRANSFRONTALIER / POLITIQUES CONTRACTUELLES ET SCHÉMAS RÉGIONAUX

Politique(s) publique(s) concernée(s)

Coopération transfrontalière, européenne et internationale / Ingénierie communautaire aux territoires, développement urbain et rural

Commission(s) concernée(s)

Relations transfrontalières

En 2019, la politique publique était en cours de :	Définition	Mise en œuvre	Évaluation ou reformulation
	X	X	

FINALITÉS DU DEVELOPPEMENT DURABLE	IMPACT DE LA POLITIQUE PUBLIQUE SUR LES FINALITÉS	2019 : PRINCIPALES ACTIONS ET BUDGET ASSOCIÉ
	Objectifs/orientations de la politique publique qui concourent à ...	(Dépenses réalisées et/ou engagées en 2019 en € TTC)
<b>La lutte contre le changement climatique</b>	Favoriser le déploiement d'une offre de mobilité durable transfrontalière des personnes et des marchandises	Accompagnement des services dans le <b>montage et la gestion de projets transfrontaliers et européens autour de la mobilité durable</b> :  <b>Transermuga-Rrekin</b> (2019-2022) : développement d'une offre de transport intermodal transfrontalier. <b>E-mobask</b> (2018-2020) : mise en place d'une billettique interopérable pour l'amélioration de l'information aux voyageurs transfrontaliers. <b>Ederbidea</b> (2016-2020) : mobilité cyclable transfrontalière. Mise en place d'un système de vélos en libre service transfrontalier Vélibléu de Bayonne à Irun. <b>Smartmob</b> (2018-2021) : mobilités durables intelligentes sur Txingudi.
<b>La préservation de la biodiversité, la protection des milieux et des ressources</b>	Contribuer à relever les défis de la transition écologique, de la gestion de nos ressources et espaces transfrontaliers	Accompagnement des services dans le <b>montage et la gestion de projets transfrontaliers et européens autour de la préservation de la ressource en eau et de la gestion des risques</b> :  <b>H2OGurea</b> (2016-2019) : gestion coordonnée de l'eau sur les bassins versants transfrontaliers. <b>Marea</b> (2016-2019) : modélisation et aide à la décision face aux risques côtiers en Euskal Atlantique.
	Participer à la prise en compte de la transition écologique au sein des schémas régionaux	Implication dans la concertation sur la mise en place du SRADDET (Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires) : élaboration d'une contribution spécifique sur les continuités écologiques.
<b>L'épanouissement des êtres humains</b>	Renforcer les coopérations transfrontalières contribuant à améliorer la qualité des services à destination des populations	Accompagnement des services dans le <b>montage et la gestion de projets transfrontaliers et européens autour du développement des filières artistiques</b> :  <b>DE MAR A MAR</b> (2017-2019) : structuration de la filière cirque sur l'espace transfrontalier.
<b>La cohésion sociale et la solidarité entre territoires et entre générations</b>	Renforcer les coopérations transfrontalières contribuant à améliorer la qualité de vie des populations et la réduction des inégalités	Accompagnement des services dans le <b>montage et la gestion de projets transfrontaliers et européens renforçant l'inclusion au sein des territoires</b> .  <b>JACOB@CCESS</b> (2016-2019) : réseau transfrontalier de centres d'interprétation accessibles aux personnes en situation de handicap sur les chemins de St Jacques de Compostelle - Ostabat, Jaca, Pamplona.
<b>La participation des habitants, élus locaux, acteurs locaux, agents des services de la collectivité, autres</b>	Mobiliser les acteurs autour de l'élaboration de la Stratégie de coopération transfrontalière	Élaboration de la Stratégie de coopération transfrontalière via l'organisation d'ateliers de concertation et d'entretiens individuels.
	Diffuser une culture de la coopération transfrontalière et européenne auprès des élus et des agents, sensibiliser aux enjeux des schémas et contrats supracommunautaires	



2020 : PRINCIPALES ACTIONS PRÉVUES ET BUDGET ASSOCIÉ	INDICATEURS DE SUIVI
(Dépenses à réaliser et/ou à engager en 2020 en € TTC)	
Poursuite de l'accompagnement des projets.	<b>Nombre de projets transfrontaliers en cours en 2019 : 7</b>  <b>Montant total des projets en cours : 27 160 090 €</b>  <b>Participation totale de la CAPB au financement de ces projets : 5 107 502 € (dont 65% de Feder).</b>
Poursuite de l'accompagnement des projets.	
Poursuite de l'accompagnement des projets.	
<b>Bertan</b> (2020-2022) : conception et mise en place de services innovants pour un vieillissement actif et en bonne santé dans des territoires ruraux de la zone transfrontalière.	
Stratégie de coopération transfrontalière : étude et travail collectif de mise en place d'une gouvernance transfrontalière.	<b>Nombre d'ateliers en 2019 : 12</b> <b>Nombre de participants aux ateliers : 150</b>
Séminaires de présentation des <b>nouveaux programmes européens</b> et transfrontaliers 2021-2027. <b>Prévisionnel 2020 : 3 000 €</b>  Séminaires <b>interculturalité transfrontalière</b> : sensibilisation auprès des agents territoriaux sur les enjeux transfrontaliers et apprentissage de la langue espagnole. <b>Prévisionnel 2020 : 5 000 €</b>  Séminaire pédagogique auprès des élus communautaires et locaux de la CAPB concernant les <b>politiques contractuelles</b> . <b>Prévisionnel : 10 000 €</b>	<b>Nombre de participants aux séminaires : indicateur 2020</b>

# CHAPITRE MONTAGNE BASQUE

Politique(s) publique(s) concernée(s)

Montagne

Commission(s) concernée(s)

Agriculture / Montagne

En 2019, la politique publique était en cours de :	Définition	Mise en œuvre	Évaluation ou reformulation
	X	X	

FINALITÉS DU DEVELOPPEMENT DURABLE	IMPACT DE LA POLITIQUE PUBLIQUE SUR LES FINALITÉS	2019 : PRINCIPALES ACTIONS ET BUDGET ASSOCIÉ
	Objectifs/orientations de la politique publique qui concourent à ...	(Dépenses réalisées et/ou engagées en 2019 en € TTC)
<b>La lutte contre le changement climatique</b>	Orienter le développement de la Montagne Basque vers un développement plus résilient et soutenable	Participation de la CAPB au projet porté par l'association BLE d'une étude de préfiguration d'un projet de lutte intégrée contre la noctuelle des prairies/Cirphis, dans le cadre du programme Leader Pays Basque. <b>Soutien apporté par la CAPB au projet : 12 401 €</b>
<b>La préservation de la biodiversité, la protection des milieux et des ressources</b>	Préserver et valoriser les milieux naturels montagnards	Zones Natura 2000 des sites Larrun/Xoldocogaina et Lizarieta : lancement d'une consultation pour une prestation externe sur la mise en œuvre et l'animation des documents d'objectifs des deux sites Natura 2000. <b>Montant prévisionnel 2019-2020 : 60 000 €</b>
<b>L'épanouissement des êtres humains</b>	Permettre la cohabitation des usages et des personnes au sein du territoire de la Montagne Basque	
<b>La cohésion sociale et la solidarité entre territoires et entre générations</b>	Valoriser la Montagne Basque et son inscription dans le territoire élargi de la CAPB	Identification de données sur le territoire de la Montagne Basque (petit patrimoine bâti, passages canadiens, bordes, cayolars, ...) pour intégration dans un système d'information géographique SIG via un processus collaboratif engageant les communes de l'agglomération. <b>Réalisé 2019 : 800 €</b>
<b>Des dynamiques de développement suivant des modes de production et de consommation responsables</b>	Soutenir durablement l'activité pastorale, agricole et forestière au prisme d'un développement économique raisonné et respectueux de l'environnement	Participation de la CAPB aux projets " SAS Eztika" de création d'une épicerie bio et paysanne à St-Jean-Pied-de-Port, dans le cadre du programme Leader Pays Basque. <b>Soutien apporté par la CAPB au projet : 12 455 €</b>  Participation de la CAPB au projet porté par l'association Sarde Sardexka visant à sensibiliser à la biodiversité agricole locale. <b>Soutien apporté par la CAPB au projet : 15 000 €</b>
<b>La participation des habitants, élus locaux, acteurs des services de la collectivité, autres</b>	Mettre en place une gouvernance partenariale permettant l'élaboration d'une stratégie et d'une politique Montagne sur le périmètre de la Montagne Basque et à l'échelle des pôles territoriaux	Projet de <b>Parc Naturel Régional (PNR) Montagne Basque</b> : travail collectif interservices pour une présentation de la candidature devant les services de l'Etat. Suite à la validation par l'Etat, en octobre 2019, de l'opportunité d'étudier la création du Parc, mise en place administrative du projet.  Accompagnement de projets via la Programmation LEADER, un dispositif partenarial public/privé travaillant à la mise en œuvre d'une stratégie de développement territorial pour la montagne basque. <b>Réalisé 2019 : 87 000 €</b>



2020 : PRINCIPALES ACTIONS PRÉVUES ET BUDGET ASSOCIÉ	INDICATEURS DE SUIVI
(Dépenses à réaliser et/ou à engager en 2020 en € TTC)	
Poursuite du soutien aux projets dans le cadre du programme Leader Pays Basque.	
Animation de Comités de pilotage et de groupes de travail, contractualisation sur les deux sites (mesures agro-environnementales et climatiques pour les exploitations agricoles), mise en œuvre d'actions non contractuelles (recherche de financements, formations, etc.), soutien aux politiques publiques, amélioration des connaissances et suivis scientifiques, communication, etc. <b>Montant prévisionnel de la prestation sur 2020-2021 : 60 000 €</b>	Nombre de participations aux ateliers de sensibilisation : indicateur 2020
Redynamisation autour du guide de bonnes pratiques via des ateliers de travail participatifs sensibilisant les acteurs de la Montagne (gestionnaires, acteurs du tourisme/loisirs, associations environnementalistes, éleveurs, ...) à la cohabitation des usages sur le territoire de la Montagne Basque. <b>Prévisionnel 2020 : 45 500 €</b>	Nombre d'actions de sensibilisation : indicateur 2020
Exposition itinérante d'un reportage photo sur la Montagne Basque, au sein des différents pôles territoriaux, afin de faire connaître le territoire montagnard basque. <b>Prévisionnel 2020 : 5 000 €</b>	Nombre de données SIG recueillies, nombre de communes participantes : indicateurs à construire
Poursuite du soutien aux projets dans le cadre du programme Leader Pays Basque.	
Projet de Parc Naturel Régional : lancement d'ateliers pour l'écriture de la charte PNR et l'élaboration de la structure de préfiguration, auprès des acteurs de la Montagne. <b>Prévisionnel 2020 : 200 000 €</b>	Nombre de participants aux ateliers PNR : indicateur 2020
Poursuite de l'animation du dispositif LEADER : animation du Comité de programmation, d'ateliers.	Nombre de comités de programmation effectués en 2019 : 3 Nombre moyen de participants aux ateliers : 40

# CHAPITRE

## TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET ÉNERGÉTIQUE / AGGLOMÉRATION CITOYENNE (Partie 1)

Politique(s) publique(s) concernée(s)

**Climat-Air-Énergie, Biodiversité**

Commission(s) concernée(s)

**Commission Transition écologique et énergétique & Agglomération citoyenne**

En 2019, la politique publique était en cours de :	Définition	Mise en œuvre	Évaluation ou reformulation
	X	X	

FINALITÉS DU DÉVELOPPEMENT DURABLE	IMPACT DE LA POLITIQUE PUBLIQUE SUR LES FINALITÉS	2019 : PRINCIPALES ACTIONS ET BUDGET ASSOCIÉ
	Objectifs/orientations de la politique publique qui concourent à ...	(Dépenses réalisées et/ou engagées en 2019 en € TTC)
<b>La lutte contre le changement climatique</b>	Coordonner les actions de transition énergétique sur le territoire, réduire les émissions de GES, maîtriser l'énergie et le développement des énergies renouvelables	<p>Élaboration du <b>Plan Climat Pays Basque</b>. <b>Engagé en 2019 (AMO) : 203 490 €</b></p> <p><b>Énergies renouvelables :</b> Étude de potentiel hydroélectricité et étude juridique hydroélectricité. Mise en place du cadastre solaire. Prise de capital de la collectivité dans la société I-ENER. <b>Réalisé 2019 : 148 088 €</b></p> <p><b>Qualité de l'air :</b> mise en place d'un dispositif de mesure (stations mobiles, prélèvements de lichens, etc.) sur la zone du Port de Bayonne en collaboration avec l'ATMO Nouvelle-Aquitaine. <b>Réalisé 2019 : 13 000 €</b></p>
<b>La préservation de la biodiversité, la protection des milieux et des ressources</b>	Améliorer la connaissance des enjeux de biodiversité sur le territoire	<p>Mise en place de partenariats avec des experts scientifiques dans l'optique de disposer de compétences reconnues (Conservatoire des Espaces Naturels, Conservatoires Botaniques, CPIE).</p> <p>Soutien financier apporté à la réalisation de 2 inventaires sur les enjeux de biodiversité végétale en secteur rétro-littoral et les vieilles forêts. <b>Réalisé 2019 : 31 000 €</b></p>
	Animer le réseau d'acteurs locaux de la biodiversité et du patrimoine naturel	<p>Organisation d'une journée technique d'échange sur le patrimoine naturel et la biodiversité en novembre 2019. <b>Réalisé 2019 : 2 700 €</b></p>
	Soutenir des actions d'éducation et de sensibilisation à la biodiversité du Pays Basque	<p>Convention avec les CPIE (Centres Permanents d'Initiatives pour l'Environnement) pour le développement d'actions d'éducation et de sensibilisation : sorties nature, interventions auprès de publics spécifiques, projets en milieu scolaire... Soutien de l'action Aires Marines éducatives. <b>Réalisé 2019 : 55 545 €</b></p>
<b>Des dynamiques de développement suivant des modes de production et de consommation responsables</b>	Accompagner les acteurs associatifs du territoire dans leurs projets de transition écologique et énergétique	<p>Soutien apporté au développement de l'eusko (Plan stratégique 2018-2021) et déploiement de l'usage de l'eusko dans les régions communautaires. <b>Réalisé 2019 (soutien à l'association Euskal Moneta) : 25 000 €</b></p> <p>Soutien aux projets de transition écologique et énergétique portés par des associations. <b>Réalisé 2019 : 150 000 €</b></p>
	Sensibiliser les habitants du territoire à l'économie d'énergie	<p>Organisation d'un Défi Familles à énergie positive - Declics sur les territoires de Nive-Adour et du Pays de Bidache. Accompagnement de foyers à l'adoption d'écogestes visant la réduction des consommations d'énergie et d'eau. <b>Engagé 2019 : 10 000 €</b></p>
<b>La participation des habitants, acteurs locaux, agents des services de la collectivité</b>	Associer l'ensemble des acteurs du territoire à l'atteinte des objectifs climat-air-énergie territoriaux	<p><b>Plan Climat :</b> mise en place d'un Comité partenarial territorial réunissant acteurs publics et privés, organisation de forums grand public, actions de sensibilisation sur l'ensemble du territoire (Karavan Tour), plateforme web.</p>



2020 : PRINCIPALES ACTIONS PRÉVUES ET BUDGET ASSOCIÉ	INDICATEURS DE SUIVI
(Dépenses à réaliser et/ou à engager en 2020 en € TTC)	
<p><b>Plan Climat Pays Basque</b> (60 actions) : démarrage de la mise en œuvre sur la période 2020-2026. Labellisation Cit'ergie : dispositif de management interne de la politique climat-énergie.</p> <p><b>Énergie :</b> étude de préfiguration d'une Agence locale de sobriété énergétique et de développement des énergies renouvelables. <b>Prévisionnel 2020 : 100 000 €</b></p> <p><b>Énergies renouvelables :</b> Hydroélectricité : accompagnement de mise en conformité et d'optimisation des centrales existantes. Bois : études de réseaux de chaleurs et plan d'approvisionnement. Photovoltaïque : étude de faisabilité grandes toitures, sols et flottants. Éolien : étude d'opportunité d'un parc. <b>Prévisionnel 2020 : 326 000 €</b></p> <p><b>Qualité de l'air :</b> rapport d'analyse prévu fin 2020. Disponibilité des mesures de station mobile en temps réel sur le site de l'ATMO. <b>Prévisionnel 2020 : 14 000 €</b></p>	<p>Nombre d'actions du Plan Climat engagées : indicateur 2020</p> <p>Nombre de MWh d'énergie renouvelable produite par les projets territoriaux accompagnés : indicateur 2020</p> <p>Évolution de la concentration de polluants atmosphériques dans l'air : indicateur 2020</p>
<p>Élaboration d'une <b>stratégie Trame verte et bleue</b> : lancement du diagnostic des enjeux biodiversité et de la fonctionnalité écologique du territoire ; animation d'une dynamique locale.</p> <p>Réalisation d'une étude sur la préservation de la biodiversité et des <b>zones sensibles</b> dans le cadre de l'activité touristique. <b>Prévisionnel 2020 : 50 000 €</b></p> <p>Création et animation d'un Comité scientifique territorial Biodiversité / Patrimoine naturel. <b>Prévisionnel 2020 : 15 000 €</b></p>	<p>Superficie d'habitat naturel décrit et cartographié : indicateur 2020</p>
<p>Organisation de "<b>rendez-vous</b>" de la biodiversité et d'une nouvelle journée d'échanges sur le patrimoine naturel. Refonte du site internet sur le patrimoine naturel et la biodiversité du Pays Basque. <b>Prévisionnel 2020 : 20 000 €</b></p>	<p>Nombre de participants aux animations en 2019 : 79</p>
<p>Poursuite de la collaboration avec les CPIE et de l'action Aires Marines éducatives. <b>Prévisionnel 2020 : 58 720 €</b></p>	<p>Nombre de participants aux sorties nature grand public des CPIE en 2019 : 2059</p>
<p>Poursuite du soutien à l'association Euskal Moneta. <b>Prévisionnel 2020 : 20 000 €</b></p> <p>Poursuite du soutien aux associations porteuses de projets de transition écologique et énergétique. <b>Prévisionnel 2020 : 200 000 €</b></p>	<p>Nombre de régions communautaires acceptant l'Eusko en 2019 : 3</p> <p>Nombre de projets accompagnés en 2019 : 17</p>
<p>Poursuite de l'expérimentation du dispositif sur cinq nouveaux Pôles territoriaux. <b>Prévisionnel 2020 : 20 000 €</b></p>	<p>Nombre de foyers participant au Défi Declics 2019 : 23</p>
<p>Poursuite de l'animation du Plan Climat via les outils déjà mis en place.</p>	<p>Nombre d'inscrits sur la plateforme plan climat : 297</p> <p>Nombre de participants aux événements Plan Climat en 2019 : 434</p>

# CHAPITRE

## TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET ÉNERGÉTIQUE / AGGLOMÉRATION CITOYENNE (Partie 2)

Politique(s) publique(s) concernée(s)

**Alimentation durable. Programmes transversaux : Agglomération citoyenne, écoresponsabilité de la collectivité**

Commission(s) concernée(s)

**Commission Transition écologique et énergétique & Agglomération citoyenne**

En 2019, la politique publique était en cours de :	Définition	Mise en œuvre	Évaluation ou reformulation
	X	X	

FINALITÉS DU DÉVELOPPEMENT DURABLE	IMPACT DE LA POLITIQUE PUBLIQUE SUR LES FINALITÉS	2019 : PRINCIPALES ACTIONS ET BUDGET ASSOCIÉ
	Objectifs/orientations de la politique publique qui concourent à ...	(Dépenses réalisées et/ou engagées en 2019 en € TTC)
<b>L'épanouissement des êtres humains</b>	Permettre à tous les habitants d'accéder à une alimentation saine et durable	Élaboration du <b>Projet Alimentaire de Territoire (PAT)</b> avec les acteurs de la chaîne alimentaire et en co-pilotage avec la Direction de l'Agriculture. <b>Engagé 2019 (AMO) : 71 265 €</b>  <b>Restauration collective</b> : accompagnement des communes à travers des ateliers de travail, avec l'association 3AR et des animations sur l'alimentation et le gaspillage alimentaire dans les écoles. <b>Réalisé 2019 (animation) : 4 910 €</b>
<b>La cohésion sociale et la solidarité entre territoires et entre générations</b>	Promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes	Adoption par la Communauté d'Agglomération d'un Plan d'actions pour l' <b>Egalité entre les femmes et les hommes</b> au Pays Basque. 20 actions autour de 3 objectifs : prise en compte de l'égalité femmes/hommes dans le fonctionnement interne de la collectivité et les politiques publiques, parité au sein des instances communautaires, lutte contre les stéréotypes.  Soutien apporté aux associations promouvant l'égalité entre les femmes et les hommes. <b>Réalisé 2019 : 16 150 €</b>
<b>Des dynamiques de développement suivant des modes de production et de consommation responsables</b>	Développer les pratiques écoresponsables au sein de la collectivité	<b>Tri des déchets en interne</b> : lancement d'un projet d'amélioration du tri, en collaboration avec la Direction Prévention-Collecte-Valorisation des Déchets et en partenariat avec Bil Ta Garbi. Diagnostic des sites de la CAPB, amélioration des équipements de tri, actions de prévention et de suivi.
<b>La participation des habitants, acteurs locaux, agents des services de la collectivité</b>	Développer la concertation dans les projets de l'agglomération	Conventionnement avec le Conseil de développement du Pays Basque (CDPB) dans l'objectif de nourrir les projets de l'agglomération de l'expertise de la société civile. <b>Réalisé 2019 : 250 000 €</b>  Projet Alimentaire de Territoire : animation de 6 ateliers en 2019 réunissant services de la CAPB, collectivités, partenaires et acteurs économiques.  Organisation de sessions de formation à la concertation en direction des agents et des élus de la CAPB. 3 sessions organisées à l'automne 2019.



2020 : PRINCIPALES ACTIONS PRÉVUES ET BUDGET ASSOCIÉ	INDICATEURS DE SUIVI
(Dépenses à réaliser et/ou à engager en 2020 en € TTC)	
<b>Projet alimentaire de territoire</b> : démarrage de la mise en œuvre sur la période 2020-2022. Animation de groupes projets et lancement des premières actions.  Études d'opportunité pour la création de nouveaux outils sur le territoire parmi lesquels une conserverie, une plateforme logistique, une AMAP de collectivités. <b>Prévisionnel 2020 : 116 500 €</b>  <b>Restauration collective</b> : poursuite des animations sur l'alimentation et le gaspillage dans les écoles, proposition de formations en restauration collective (accueil du convive, repas végétarien). <b>Prévisionnel 2020 : 15 220 €</b>	<b>Nombre d'actions du Projet Alimentaire de Territoire (PAT) engagées : indicateur 2020</b>  <b>Nombre de participants aux formations 2019 "restauration collective" : 87</b>
Mise en œuvre des actions du plan dans le cadre d'une démarche partenariale.  Poursuite du dispositif. <b>Prévisionnel 2020 : 20 000 €</b>	<b>Part d'élus dans les instances communautaires en 2019 :</b> Conseil communautaire : 23 % Conseil permanent : 17 % Exécutif : 16 %  <b>Nombre de projet soutenus en 2019 : 4</b>
Poursuite du programme d'amélioration du tri des déchets.  Installation de ruches d'abeilles noires, à des fins pédagogiques et de préservation d'une espèce en danger, sur les pôles du Pays de Bidache, Pays de Hasparren, Côte Basque Adour et Garazi Baigorri. Animations de sensibilisation à la biodiversité à destination des élus, des agents et du grand public. <b>Prévisionnel 2020 : 12 000 €</b>	<b>Nombre de sites de la CAPB diagnostiqués en 2019 : 93</b>  <b>Nombre de participants aux animations : indicateur 2020</b>
Renouvellement du conventionnement avec le CDPB. <b>Prévisionnel 2020 : 250 000 €</b>  Projet Alimentaire de Territoire : animation de trois groupes projets en 2020. <b>Prévisionnel 2020 : 15 000 €</b>  Proposition de 4 nouvelles sessions de formation à la concertation.	<b>Nombre de participants aux ateliers PAT 2019 : 62</b>  <b>Nombre de participants à la formation concertation en 2019 : 62</b>

**Deuxième partie :**  
**Fonctionnement interne et développement durable**

# CHAPITRE

## RESSOURCES HUMAINES

Politique(s) publique(s) concernée(s)

**Non concerné (service support)**

Commission(s) concernée(s)

**Ressources (Finances - Fiscalité - Ressources humaines - Systèmes d'information)**

En 2019, l'action du service support était en cours de :	Définition	Mise en œuvre	Évaluation ou reformulation
	X	X	

FINALITÉS DU DEVELOPPEMENT DURABLE	IMPACT DE LA POLITIQUE PUBLIQUE SUR LES FINALITÉS	2019 : PRINCIPALES ACTIONS ET BUDGET ASSOCIÉ
	Objectifs/orientations de la politique publique qui concourent à ...	(Dépenses réalisées et/ou engagées en 2019 en € TTC)
<b>La lutte contre le changement climatique</b>	Sensibiliser les agents aux enjeux sur le changement climatique	Formations sensibilisation au Développement Durable : sur une demi-journée, sensibilisation des agents et des élus de la collectivité aux enjeux climatiques et de développement durable. Proposition d'outils pratiques permettant d'interroger sa pratique professionnelle au regard des finalités du développement durable. <b>Réalisé 2019 : 4 560 €</b>
	Développer les outils permettant de réduire les émissions de GES associées aux déplacements des agents	Sensibilisation aux transports alternatifs pour les déplacements domicile-travail : organisation du second Challenge de la Mobilité interne à la collectivité comprenant la participation d'agents de toutes les directions générales adjointes.
<b>L'épanouissement des êtres humains</b>	Permettre aux agents de concilier vie privée/vie professionnelle tout en veillant à conserver un niveau élevé de qualité du service public	Conduite du projet d'harmonisation du temps de travail : élaboration du règlement d'organisation et de gestion du temps de travail de la CAPB.
	Assurer la santé et la sécurité des agents au travail	Attribution et mise en œuvre d'un marché relatif aux <b>formations en santé et sécurité</b> au travail à l'échelle du périmètre de la CAPB et destinée à l'ensemble des métiers exercés par les agents de l'agglomération. <b>Réalisé 2019 : 13 800 € (marché attribué en juillet 2019, 1ères réalisations en octobre 2019)</b>  Nomination d' <b>assistants de prévention</b> et formation de ces assistants. Leur mission : assister et conseiller l'autorité territoriale dans la mise en œuvre des règles d'hygiène et de sécurité au travail. Ils constituent le niveau de proximité du réseau des agents de prévention. En 2019, 14 agents de collecte ont été nommés et formés ; 20 agents de crèches ont été nommés dont 12 formés.
	Accompagner les agents dans le développement de leurs compétences en lien avec l'évolution de leurs métiers	Formalisation d'une première convention de partenariat avec le Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT). 120 heures de formation dispensées sur 2019 sur la sécurité au travail, les finances et marchés publics, l'urbanisme.
<b>La cohésion sociale et la solidarité entre territoires et entre générations</b>	Harmoniser les conditions de rémunération et d'accès aux avantages sociaux et à l'information sociale pour tous les agents	Mise en œuvre du RIFSEEP, le régime indemnitaire des agents, après un travail d'identification des différents métiers exercés au sein de la collectivité. Généralisation de la politique d'action sociale. Mise en place de l'intranet et poursuite de l'édition régulière des lettres internes d'actualités traitant de l'actualité sociale.
<b>Des dynamiques de développement suivant des modes de production et de consommation responsables</b>	Accompagner les agents dans l'adoption de pratiques professionnelles plus responsables	
<b>La participation des habitants, élus locaux, acteurs locaux, agents des services de la collectivité, autres</b>	Poursuivre l'animation d'un dialogue social constructif au sein de la collectivité	Animation des Comités Techniques, CHSCT, des groupes de travail sur les chantiers Ressources Humaines en partenariat avec les organisations syndicales et les directions métiers.



2020 : PRINCIPALES ACTIONS PRÉVUES ET BUDGET ASSOCIÉ	INDICATEURS DE SUIVI
(Dépenses à réaliser et/ou à engager en 2020 en € TTC)	
Poursuite des formations sensibilisation au Développement Durable. <b>Prévisionnel 2020 : 5 760 €</b>	<b>Nombre de participants 2018 et 2019 : 161 sur 7 sessions</b>
Inscription dans le temps et la durée du Challenge de la Mobilité.  Travail sur la mise en place du télétravail avec le lancement d'une expérimentation en avril 2020.	<b>Nombre de participants au Challenge de la Mobilité en 2019 : 116</b>
Élaboration du guide du nouvel arrivant. Objectif : faciliter l'intégration des agents recrutés en leur présentant leur nouvel environnement de travail, l'organisation de la collectivité, les règles et instances qui la régissent, etc.	
Poursuite de la mise en œuvre des formations en santé et sécurité au travail. <b>Prévisionnel 2020 : 154 592 € (déploiement global des formations en 2020)</b>  Réalisation d'un état des lieux sur les métiers et la localisation des agents formés aux premiers secours. Poursuite de la formation et de la nomination des agents de prévention : 8 agents de crèche et 11 agents de la DGA Eau, Littoral et Milieux Naturels déjà nommés, à former ; 15 agents à nommer et former dans les secteurs de la Politique linguistique, de la culture, des centres de loisirs, des piscines. Déploiement de ce même dispositif sur les autres DGA.  Étude globale sur la pénibilité des métiers.	<b>117 agents Sauveteurs Secouristes du Travail, 66 Assistants de prévention</b>
Consolidation du partenariat avec le CNFPT et développement de l'offre de formation autour de nouvelles thématiques : informatique, petite enfance, accompagnement individuel des agents. Prévisionnel 2020 : 210 heures de formation prévues pour 204 agents jusqu'en juin 2020.	<b>Nombre d'agents formés via la convention avec le CNFPT en 2019 : 178</b>
Poursuite des réflexions sur les chantiers liés aux ressources humaines : montants planchers du RIFSEEP, Complément indemnitaire annuel (CIA), expérience professionnelle. Accompagnement de la collectivité à la mise en place d'une structure associative d'action sociale (type COS) : accompagnement financier et en termes de moyens matériels.	
Étude de la mise en place d'une formation aux "achats responsables" à destination des agents prescripteurs en charge de la rédaction de cahiers des charges (travaux, prestations, ...).	
Travail en groupe et en mode projet sur les projets Ressources Humaines : poursuite des harmonisations, Plan de Formation, Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences (GPEC).	<b>En 2019 : 10 Comités Techniques, 25 groupes de travail, 3 CHSCT</b>

Politique(s) publique(s) concernée(s)

Climat-Air-Énergie / Bâtiments / Véhicules

Commission(s) concernée(s)

Conseil Exécutif et Commission Transition écologique et énergétique & Agglomération citoyenne

En 2019, la politique publique était en cours de :	Définition	Mise en œuvre	Évaluation ou reformulation
	X	X	

FINALITÉS DU DEVELOPPEMENT DURABLE	IMPACT DE LA POLITIQUE PUBLIQUE SUR LES FINALITÉS	2019 : PRINCIPALES ACTIONS ET BUDGET ASSOCIÉ	
	Objectifs/orientations de la politique publique qui concourent à ...	(Dépenses réalisées et/ou engagées en 2019 en € TTC)	
<b>La lutte contre le changement climatique</b>	Se montrer exemplaire dans la gestion énergétique et environnementale de son patrimoine	Signature en novembre 2019, par la Communauté d'Agglomération, de la «Charte d'engagement volontaire pour l'efficacité énergétique et environnementale des bâtiments tertiaires publics et privés » portée par le Plan Bâtiment Durable.	
	Réduire la consommation d'énergies fossiles et les émissions de GES associées au sein du patrimoine de la collectivité (bâtiments et flotte de véhicules)	<p>Déploiement de l'outil digital « Citron®Energie » qui permet de centraliser les données de <b>consommations énergétiques</b> et d'en faciliter l'analyse. Il collecte automatiquement l'ensemble des données nécessaires à l'optimisation de la performance énergétique du parc immobilier et de véhicules de la collectivité. <b>Réalisé 2019 : 25 000 €</b></p> <p><b>Réhabilitation</b> de l'installation de chauffage, ventilation et climatisation du pavillon IZARBEL à Bidart. <b>Réalisé 2019 : 500 000 €</b></p> <p><b>Conception de bâtiments</b> en cohérence avec le label expérimental E+C- (Bâtiments à Energie Positive &amp; Réduction Carbone) préfigurant la future réglementation environnementale RE 2020. Sont concernés les projets de construction de la Maison de Santé Pluridisciplinaire de Saint-Palais, de rénovation/extension de la crèche Mamurrak à Espelette, de rénovation de la Grange Hastoy à Tardets et de construction du centre d'évocation du paysage et d'un restaurant à Ostabat-Asme (projet "Ostavals").</p> <p><b>Flotte de véhicules</b> : diagnostic de la flotte de véhicules de la Communauté dans le cadre du programme MOBIL'PRO de l'ADEME ; déploiement de bornes de recharge électriques sur les sites de la Communauté d'Agglomération ; poursuite de l'acquisition de véhicules électriques et de vélos. <b>Infrastructures de recharge de véhicules électriques (IRVE) : 21 000 €</b> <b>Achat de véhicules électriques : 60 000 € (4 unités)</b> <b>Achat de vélos à assistance électrique : 7 500 €</b></p>	
	Augmenter la part d'énergie renouvelable dans la consommation d'énergie des bâtiments et équipements de la Communauté	<p>Alimentation en biométhane de 30 bâtiments de la Communauté (bureaux, crèches, Centre de Formation des Apprentis, École supérieure d'art, pépinière d'entreprises Lanazia, etc.). <b>Réalisé 2019 : 200 000 €</b></p> <p>Préparation du renouvellement du marché d'électricité : élargissement du groupement d'achat de 14 à 19 membres, communes et satellites du territoire Pays Basque, pour la période 2020-2022.</p> <p>Installation de centrales solaires photovoltaïques sur les bâtiments, sites et équipements techniques de la Communauté d'Agglomération : pré-diagnostic ayant conduit à l'identification d'une 40aine de sites potentiels.</p>	
<b>La participation des habitants, élus locaux, acteurs locaux, agents des services de la collectivité, autres</b>	Mobiliser élus et agents de la collectivité autour des enjeux de réduction des consommations (énergie, eau)	Participation à l'animation d'un Défi énergie entre les Maisons de la Communauté de Nive-Adour et du Pays de Bidache. Objectif : réduire d'au moins 8 % la consommation d'énergie et d'eau des Maisons sur la période allant du 1er novembre 2019 au 30 avril 2020.	



2020 : PRINCIPALES ACTIONS PRÉVUES ET BUDGET ASSOCIÉ	INDICATEURS DE SUIVI
(Dépenses à réaliser et/ou à engager en 2020 en € TTC)	
Candidature au programme ELENA de la Banque Européenne d'Investissement (BEI) : structuration d'outils d'ingénierie financière dédiés à la transition énergétique du patrimoine de la Communauté et des communes.	Consommation finale d'énergie et émissions de GES associées : indicateur en construction
<p>Poursuite du déploiement de l'outil. <b>Prévisionnel 2020 : 24 000 €</b></p> <p>Poursuite des projets. <b>Budget en cours de définition</b></p> <p>Poursuite du déploiement des bornes et de l'achat de véhicules électriques et vélos. <b>Infrastructures de recharge de véhicules électriques (IRVE) : 50 000 €</b> <b>Achat de véhicules électriques : 75 000 €</b> <b>Achat de vélos à assistance électrique : 10 000 €</b></p>	<p>Montant de la facture énergétique : indicateur en construction</p> <p>% de véhicules à faible et très faible émission sur le parc total de véhicules. % de vélos sur le parc total de véhicules : indicateurs en construction</p>
<p>Déploiement d'un outil de gestion informatisée des certificats d'économie d'énergie (CEE) et mission d'appui à la stratégie de valorisation des CEE. <b>Prévisionnel 2020 (outil et étude) : 18 000 €</b></p> <p>Démarrage au 1er janvier 2020 du nouveau marché d'électricité. Un des trois lots du marché a été attribué à la société coopérative de production d'énergies renouvelables locale Enargia. Alimentation de l'ensemble des bâtiments, sites et équipements de la Communauté en électricité d'origine renouvelable (+20GWh/an). <b>Prévisionnel 2020 : 2 500 000 €</b></p> <p>Étude de faisabilité (technico-économique) concernant les sites à potentiel et installation des premières centrales solaires. <b>Prévisionnel de l'étude : 30 000 €</b> <b>Prévisionnel des installations 2020 : 815 000 € en AP (BG et BA) sur la base d'une autorisation de programme de 3 M€ sur 2020-2022</b></p>	Part d'énergie renouvelable dans la consommation finale d'énergie et MWh d'EnR produite par les sites de la collectivité : indicateurs en construction
<p>Étude de l'élargissement du défi à d'autres bâtiments. Lancement, en parallèle, d'une réflexion sur la définition et la mise en œuvre d'un plan d'actions "Sobriété énergétique" .</p> <p>Montage de la candidature au programme ELENA en associant les communes membres intéressées.</p>	

# CHAPITRE

## ACHATS ET COMMANDE PUBLIQUE

Politique(s) publique(s) concernée(s)

**Non concerné (service support)**

Commission(s) concernée(s)

**Non concerné à ce jour**

En 2019, l'action du service support était en cours de :	Définition	Mise en œuvre	Évaluation ou reformulation
	X	X	

FINALITÉS DU DEVELOPPEMENT DURABLE	IMPACT DE LA POLITIQUE PUBLIQUE SUR LES FINALITÉS	2019 : PRINCIPALES ACTIONS ET BUDGET ASSOCIÉ
	Objectifs/orientations de la politique publique qui concourent à ...	(Dépenses réalisées et/ou engagées en 2019 en € TTC)
<b>La lutte contre le changement climatique</b>	Réduire l'impact climatique dû aux transports fournisseurs (logistique)	
<b>L'épanouissement des êtres humains</b>	Prendre en compte la santé et le bien-être des agents et des usagers dans les marchés	Achat des équipements de protection individuelle : exigences faites aux fournisseurs d'informer et de sensibiliser les agents pour une totale efficacité de ces équipements dans leur protection au travail.
<b>La cohésion sociale et la solidarité entre territoires et entre générations</b>	Permettre à des personnes éloignées de l'emploi d'acquérir une expérience professionnelle par l'intégration de clauses d'insertion sociale dans les marchés	Travail de sensibilisation et d'information auprès des services et des agents : élaboration et diffusion d'un guide "Le dispositif d'insertion sociale au sein de la commande publique de la CAPB".  Exemples de marchés de travaux ayant intégré des clauses d'insertion sociale : remplacement d'un réseau d'eau potable RD 350 - Quartier Arrautz - Commune d'Ustaritz ; amélioration du transfert des effluents d'Anglet Nord à la STEP du Pont de l'Aveugle - Phase 2 - Lot 1 : Canalisations.
<b>Des dynamiques de développement suivant des modes de production et de consommation responsables</b>	Evaluer le juste besoin, favoriser le réemploi de matériels/équipements, réduire la production de déchets, mieux gérer les équipements en fin de vie	Contractualisation avec la société Agorastore pour utilisation de sa plateforme de ventes aux enchères en ligne afin de donner une seconde vie aux équipements de la CAPB non utilisés ou en fin de vie.
	Encourager le marché fournisseurs à proposer et développer des solutions et produits environnementalement et socialement vertueux	Intégration de critères environnementaux dans l'analyse des candidatures d'appel d'offres Marchés Moyens Généraux et/ou transverses : dématérialisation des commandes, réduction des emballages, éco-conception des produits, consommation raisonnée des ressources (eau, énergie), gestion des déchets et des produits en fin de vie. Exemples de marchés concernés en 2019 : achat des équipements de protection individuelle ; travaux de génie civil pour la pose de conteneurs enterrés, semi-enterrés et colonnes aériennes sur différents sites de la Communauté d'Agglomération ; travaux d'amélioration et d'extension d'eau potable de Saint Esteben - quartier Mendiburucoborda.
<b>La participation des habitants, élus locaux, acteurs locaux, agents des services de la collectivité, autres</b>	Sensibiliser aux achats publics responsables, mobiliser élus et agents dans une démarche d'achat durable	



2020 : PRINCIPALES ACTIONS PRÉVUES ET BUDGET ASSOCIÉ	INDICATEURS DE SUIVI
(Dépenses à réaliser et/ou à engager en 2020 en € TTC)	
Achat et approvisionnement de fournitures administratives : structuration et optimisation des commandes et du maillage de points de livraison à l'échelle de la CAPB.	
Renforcement de l'intégration de clauses d'insertion sociale dans les marchés de travaux éligibles.  Extension de la clause d'insertion à des marchés de services (ex : nettoyage, espaces verts) et à des marchés d'études / prestations intellectuelles.	<b>Nombre d'heures d'insertion réalisées :</b> 2017 : 1154 heures 2018 : 2175 heures
Déploiement de l'utilisation de la plateforme Agorastore : élaboration d'un guide pratique, information et accompagnement des services pour l'appropriation de ce dispositif.  Travail de fond à initier avec les fournisseurs sur la faisabilité de reprise de consommables en fin de vie : fournitures de bureau, équipements de protection individuelle, etc.	<b>Nombre de ventes de biens/équipements de la collectivité par l'intermédiaire de la plateforme Agorastore : indicateur 2020</b>
Élaboration d'un cadre homogène d'évaluation des offres pour l'introduction de critères environnementaux et sociaux lors de l'analyse des offres (dans le cadre autorisé par le Code de la Commande Publique).	
Élaboration d'une "Charte Achats Responsables" dans le cadre de la démarche Cit'ergie réunissant l'ensemble des services de la CAPB.	

**Troisième partie :**  
**Zoom sur les démarches stratégiques transversales**

Le Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET), le Programme Local de l'Habitat (PLH) et le Plan de Déplacements Urbains (PDU) seront soumis au vote du Conseil communautaire en février 2020. Durant plusieurs mois, d'importants travaux ont été engagés pour élaborer ces trois documents stratégiques qui, pour la première fois, couvrent l'ensemble du Pays Basque.

Ces trois démarches réglementaires ont fait l'objet d'une démarche partagée tout au long de l'année 2019.

Les trois documents avancent selon un même calendrier : les procédures d'élaboration ont été engagées fin 2017, les phases de diagnostic se sont terminées au printemps 2019, les axes stratégiques ont été croisés en juillet 2019, les programmes d'actions ont été partagés début 2020.

La mobilité et l'habitat étant, avec l'agriculture, les principaux contributeurs au plan climat (respectivement à l'origine de 32% et 15% des émissions de gaz à effet de serre au Pays Basque), des liens naturels entre ces trois politiques publiques ont amené technicien.ne.s et élu.e.s à travailler en transversalité pour croiser, enrichir, produire ensemble.

D'autres démarches non réglementaires se sont également associées à la réflexion commune, autour du Projet Alimentaire de Territoire et de la Charte d'aménagement et de développement durable. Ces thématiques ont fait l'objet d'ateliers dans le cadre de la concertation du Plan Climat et ont été enrichies grâce à des croisements entre les démarches.

En matière de gouvernance, un comité de pilotage croisé PCAET-PLH-PDU a été mis en place. Il est composé des élu.e.s du Conseil exécutif de la Communauté Pays Basque, du Bureau du SCoT\* Pays Basque et Seignanx, du bureau du Syndicat des mobilités ainsi que des élu.e.s ambassadeur.ice.s territoria.les.ux identifié.e.s dans chaque démarche. Il s'est réuni aux phases clés (diagnostic, stratégie, plan d'actions).

Au vu des enjeux transversaux des thématiques concernées, le choix a été fait de s'appuyer sur un socle commun : géographie, armature urbaine, usages du foncier, socio-démographie, moteurs économiques, échanges et flux.... L'état initial de l'environnement, pièce obligatoire d'un PDU et d'un PCAET, a été également partagé.

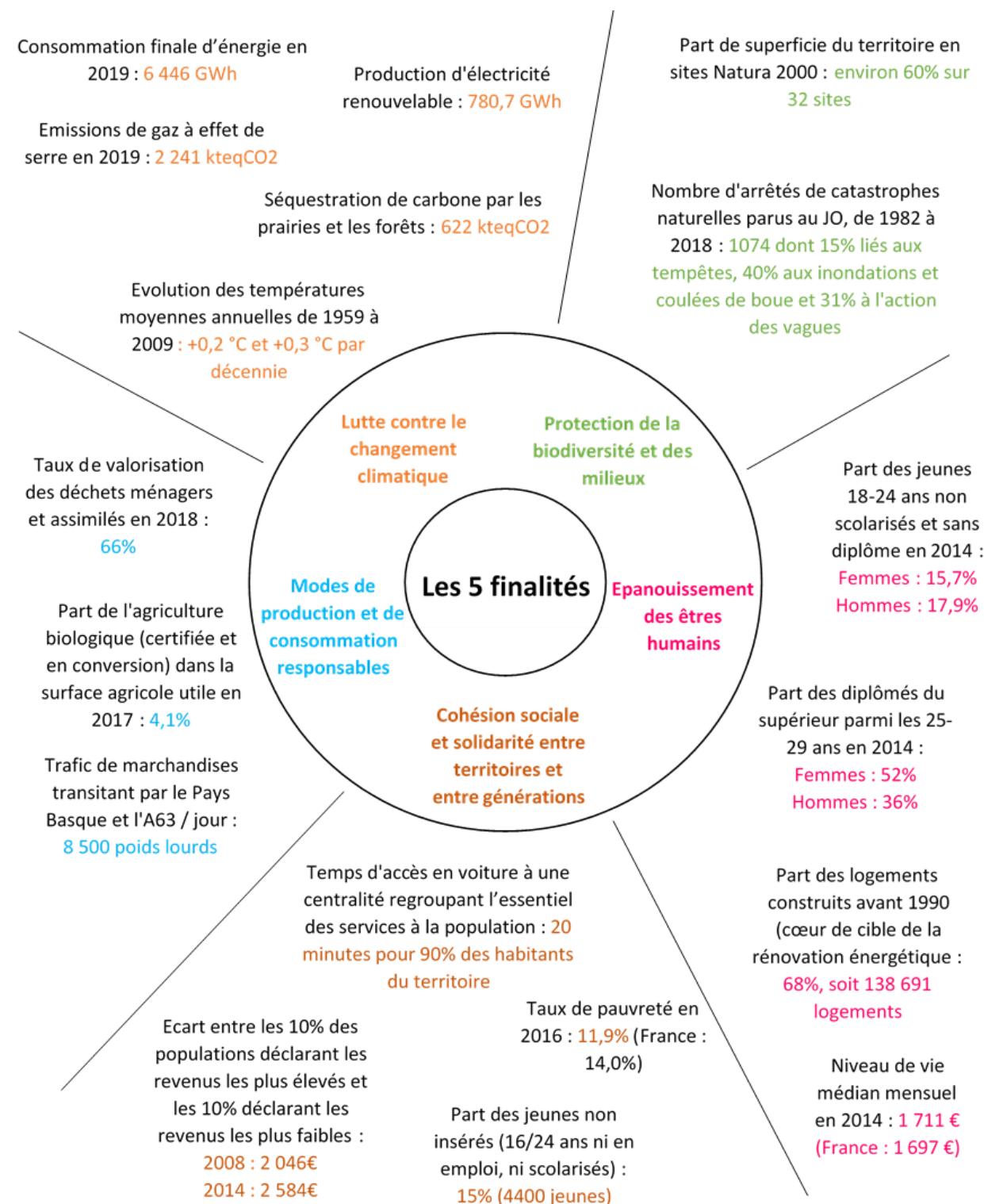
Une concertation unique a été organisée auprès de la population sous l'égide du Plan Climat : deux forums se sont tenus les 6 avril et 22 juin 2019 ; une plateforme unique de concertation a été mise en ligne ([www.climataction-paysbasque.fr](http://www.climataction-paysbasque.fr)).

De ce travail, six orientations communes ont émergé. Elles s'articulent logiquement avec les finalités du Développement Durable :

- S'engager pour un territoire bas-carbone (finalité 1) ;
- Organiser un autre développement (finalités 1-2-3-5) ;
- Consolider les cœurs de proximité (finalité 3) ;
- Agir pour un territoire inclusif (finalités 3-4) ;
- Donner la priorité aux besoins locaux (finalité 5) ;
- Mobiliser pour atteindre nos objectifs (finalité 6).

Ce travail croisé a été bénéfique tant sur le plan technique (mutualisation des études, des outils de concertation, d'un socle de données commun...) que sur le plan politique (orientations communes, mobilisations regroupées, actions croisées).

## Quelques indicateurs de développement durable en Pays Basque \*



\* Schéma de cohérence territoriale

\* Sources : Diagnostics des PCAET, PDU, PLH de la CAPB, Analyse des besoins sociaux de la CAPB ; INSEE.

**Annexe : Principaux objectifs poursuivis par finalités du développement durable**

<b>Finalité</b>	<b>A travers cette finalité, on vise notamment :</b>
<b>La lutte contre le changement climatique</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La maîtrise des consommations et de la demande en énergie ;</li> <li>• Le développement et l'incitation à l'utilisation des énergies renouvelables ;</li> <li>• La réduction des gaz à effet de serre ;</li> <li>• L'adaptation au changement climatique : évolution des pratiques face à la gestion des risques naturels, aménagements urbains adaptés au changement climatique, évolution des pratiques agricoles et touristiques... ;</li> <li>• Le développement de modes de production moins émetteurs de gaz à effet de serre ;</li> <li>• L'amélioration de la connaissance (des émissions de GES, du bilan carbone, de la consommation énergétique).</li> </ul>
<b>La préservation de la biodiversité, la protection des milieux et des ressources</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La protection des secteurs à enjeux environnementaux (espaces et milieux remarquables, espèces...) par leur gestion, leur reconstitution, leur compensation... ;</li> <li>• La prise en compte des risques naturels et technologiques (prévention, gestion de crise...);</li> <li>• La maîtrise des pressions sur les milieux et la biodiversité, remarquable et ordinaire (par la maîtrise de la consommation d'espace, la réduction des rejets et nuisances...);</li> <li>• La préservation et la valorisation de la nature ordinaire et du capital paysager : actions sur les espaces agricoles et espaces verts, valorisation de l'agriculture et maraîchage périurbains, renaturation, végétalisation, plans paysagers ; La préservation et la valorisation des continuités écologiques (trames vertes, bleues...);</li> <li>• La préservation de la ressource en eau : économies d'eau, qualité des milieux aquatiques, protection de la ressource ; La connaissance de l'état de la biodiversité (système d'observation, d'information).</li> </ul>
<b>L'épanouissement des êtres humains</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'amélioration de la qualité des services à la population (droit et services publics, accueil personnes âgées, petite enfance, éducation, loisirs, culture) ;</li> <li>• Un meilleur accès et une offre d'équipements répondant aux besoins essentiels, pour toutes les catégories de population et sur tout le territoire</li> <li>• Le maintien ou l'amélioration de la santé publique ;</li> <li>• La prévention sanitaire (conduites addictives, hygiène de vie, choix alimentaires...) et l'accès aux soins ;</li> <li>• L'amélioration de la tranquillité publique et de la sécurité des personnes et des biens ;</li> <li>• L'amélioration de l'accès et des conditions de logement, vers un logement salubre, sain et durable pour tous ;</li> <li>• L'amélioration de l'accès à l'emploi ;</li> <li>• L'amélioration de l'accès à la connaissance et à la culture (formation et insertion professionnelle des jeunes, soutien scolaire, lutte contre l'illettrisme...);</li> <li>• L'amélioration de l'accès à l'information locale, notamment environnementale.</li> </ul>

<b>Finalité</b>	<b>A travers cette finalité, on vise notamment :</b>
<b>La cohésion sociale et la solidarité entre territoires et entre générations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La réduction des précarités et de la grande pauvreté : suivi et accompagnement de populations fragiles spécifiques (chômeurs, personnes âgées, gens du voyage...), accueil de personnes en grandes difficultés ;</li> <li>• La maîtrise des phénomènes de précarisation : précarisation énergétique (accès à l'énergie, à la mobilité), précarisation de certains publics (retraités...), situations de surendettement...</li> <li>• Le renforcement du lien social entre générations ;</li> <li>• Le renforcement du lien social entre populations de diverses origines socio-culturelles ;</li> <li>• La réduction des discriminations et des inégalités (vis-à-vis des personnes à mobilité réduite, en matière d'égalité femmes/hommes, d'accès à l'emploi) ;</li> <li>• La prise en compte des solidarités intercommunales et la bonne articulation et cohérence avec diverses échelles territoriales.</li> </ul>
<b>Des dynamiques de développement suivant des modes de production et de consommation responsables</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le développement d'une consommation et de pratiques responsables : sensibilisation de divers publics (grand public, associations, entreprises...), soutien à l'émergence de projets citoyens et associatifs... ;</li> <li>• La réduction des déchets produits et leur valorisation, par l'amélioration des filières de tri et de recyclage, la sensibilisation de tous les publics à la réduction des déchets à la source (grand public - résidents comme vacanciers, associations, entreprises, acteurs du tourisme, du sport et de la culture) ;</li> <li>• La réduction de l'usage de ressources non renouvelables et leur substitution par des ressources renouvelables ;</li> <li>• L'évolution de l'économie locale vers des pratiques durables (tourisme durable, agriculture durable, développement des commerces et services de proximité, des circuits-courts...);</li> <li>• Le développement des filières durables (économie verte, économie sociale et solidaire, commerce équitable...);</li> <li>• La mobilisation des entreprises / industries vers la transition écologique et le développement durable (ISO 14000, 26000, RSE...);</li> <li>• Le développement de pratiques de gestion intégrée des zones d'activité (aménagement, consommation eau et énergie, PDE) ;</li> <li>• L'adaptation de l'emploi et de la formation aux évolutions des compétences, par la formation continue (ex : BTP) etc. ;</li> <li>• L'inscription de l'action de la collectivité dans l'innovation, l'expérimentation, la recherche et le développement des innovations techniques ou organisationnelles au service du progrès social et de l'épanouissement de chacun ;</li> <li>• L'engagement de la collectivité dans des comportements plus responsables : formation des agents et des élus aux achats responsables, mise en place de critères / clauses environnementales et sociales dans la commande publique...</li> </ul>

Communauté  
D'AGGLOMERATION  
**PAYS BASQUE**  
**EUSKAL**  
HIRIGUNE  
Elkargoa

**DE**  
**TOUTES**  
NOS  
**FORCES !**  
GURE INDAR GUZIEZ !

Ce document existe aussi en basque